

Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIÈRE CONSTRUCTION



Edition du 14-10-2024

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

			Evol N-1
Autorisations logements	26 600 logts	-2,5%	▼
Mises en chantier logements	20 400 logts	-22,7%	▼
Mise en ventes de logements	4 480 logts	-53,2%	▼
Réservations de logements	5 710 logts	-33,5%	▼
Autorisations locaux	2 108 mill. m²	-18,8%	▼
Mises en chantier locaux	1 089 mill. m²	-29,4%	▼
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		+0,9%	►
Activité du trimestre Travaux Publics		+3,7%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+1,7%	▲
BPE	3 093 170 m3	-7,0%	▼
Granulats	18 400 kt	-11,2%	▼
Nombre Appels Offre publiés	4 690 AO	-2,4%	▼
Montant Appels Offre publiés	7,6 Md€	+7,3%	▲
Salariés	121 216 sal.	-2,0%	▼
Intérimaires	13 633 ETP	-4,5%	▼
Dem. d'emplois	17 634 DEFM	-5,7%	▼
Défaillances	1 510 ent.	+41,0%	▲

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin août 2024
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin août 2024
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin juin 2024
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 2e trim. 2024 comparé au 2e trim. 2023
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 2e trim. 2024 comparé au 2e trim. 2023 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 2e trim. 2024 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin août 2024
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin juil. 2024
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin sept. 2024
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 2e trim. 2024
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin juin 2024
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 2e trim. 2024
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 2e trim. 2024





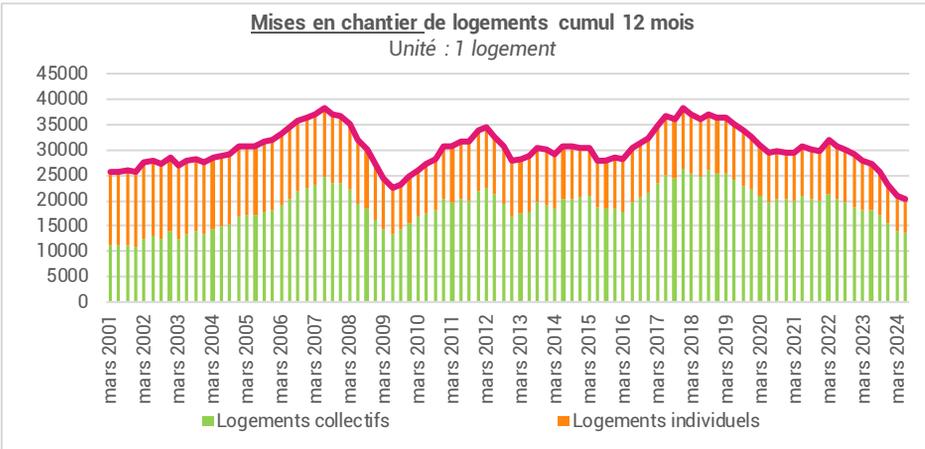
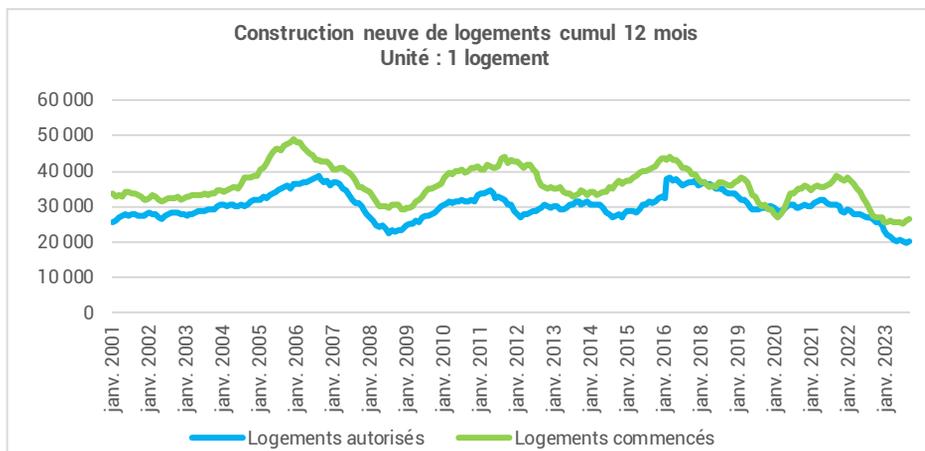
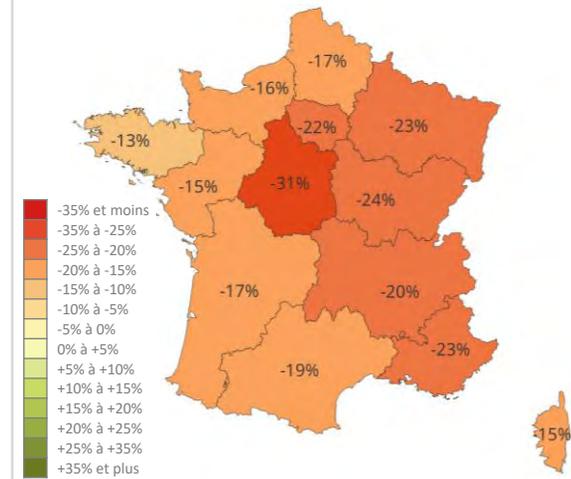
BÂTIMENT

Construction de logements neufs

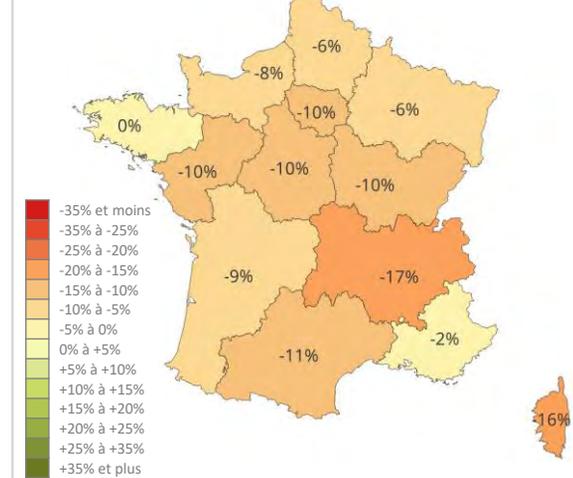
La construction neuve de logements (date réelle e estimée)	Cumul 12 mois à fin août 2024 Evol 1 an		
Total logements commencés	20 400 lgts	-22,7%	▼
Dont individuels purs	4 100 lgts	-34,0%	▼
Dont individuels groupés	2 000 lgts	-21,8%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	14 300 lgts	-18,9%	▼
Total logements autorisés	26 600 lgts	-2,5%	▼
Dont individuels purs	4 700 lgts	-23,8%	▼
Dont individuels groupés	2 600 lgts	-6,9%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	19 300 lgts	+5,4%	▲



Logements commencés sur 12 mois glissants à fin août 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin août 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

La baisse des mises en chantier des logements se poursuit avec 20 400 logements commencés sur 12 mois à fin août 2024, soit un recul de -22,7% en un an. Cette chute est accentuée par le logement individuel pur, qui représente 20% des mises en chantier.

La baisse des autorisations semble en revanche ralentir (26 600 logements autorisés sur les 12 derniers mois, soit un recul de -2,5% en un an), notamment grâce au rebond des permis accordés pour des logements collectifs (+5,4% un glissement annuel). Le logement individuel pur reste en revanche nettement en retrait (-23,8%).

Sources :

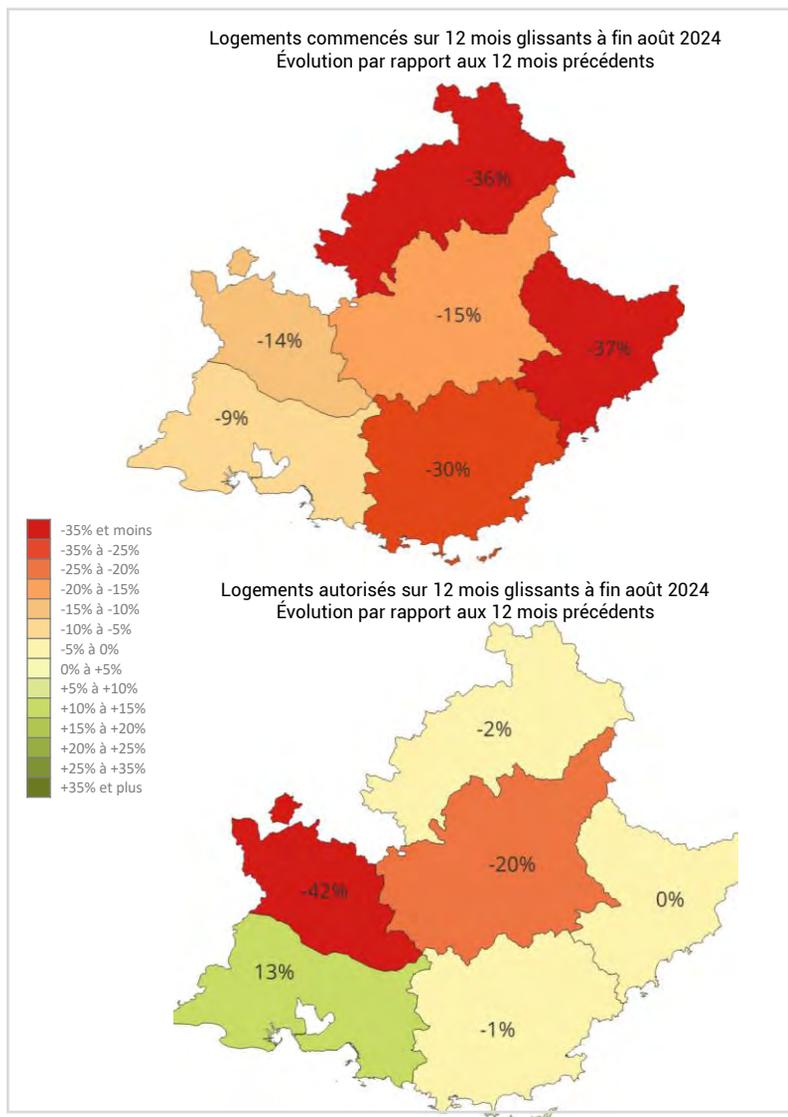
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de logements neufs



Les mises en chantier de logements neufs reculent dans les **Alpes-de-Haute-Provence** par effet de base (la construction résidentielle neuve a été très dynamique entre fin 2022 et début 2023). De fait, le nombre de logements neufs commencés dans ce département sur les 12 derniers mois reste conforme à la moyenne annuelle d'avant-crise (760 unités).

En **Vaucluse** également, la reprise post-Covid a été relativement satisfaisante (plus de 3 500 logements neufs mis en chantier par an en moyenne en 2021-2022), mais la tendance s'est aujourd'hui complètement retournée avec un volume de logements commencés sur les 12 derniers mois (2 560 unités) qui repasse sous ses niveaux moyens de référence (3 300 logements mis en chantier en moyenne par an entre 2012 et 2019).

Dans les **Hautes-Alpes**, la construction résidentielle observe un net ralentissement en 2024 : -36% de logements neufs mis en chantier sur douze mois à fin août 2024, avec un volume sur les 8 premiers mois de l'année à son plus bas depuis le début du suivi statistique en 2000.

Dans les départements littoraux, le marché du neuf n'a en revanche jamais vraiment redémarré depuis la crise Covid. De fait, la baisse des mises en chantier enregistrée depuis plus d'un an y est significative, avec des volumes de logements commencés nettement inférieurs à leurs niveaux moyens pré-Covid. La chute s'intensifie même dans les **Alpes-Maritimes** et le **Var** avec des ouvertures de chantier qui s'affichent respectivement à -37% et -30% au cumul depuis les 12 derniers mois (comparé au 12 mois précédents). En revanche, le ralentissement semble s'atténuer dans les **Bouches-du-Rhône**, où les logements commencés progressent de +9% depuis le début de l'année et même de +20% sur les trois derniers mois (seul département en hausse sur cet indicateur).

Du côté des autorisations, elles continuent de s'effondrer en glissement annuel dans les **Alpes-de-Haute-Provence** et en **Vaucluse**. En revanche, le point bas semble atteint dans les autres départements, avec une tendance sur 12 mois qui se rapproche de 0 dans les **Hautes-Alpes**, le **Var** et les **Alpes-Maritimes** et repasse même en positif dans les **Bouches-du-Rhône** (notamment grâce au rebond du logement collectif).

Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





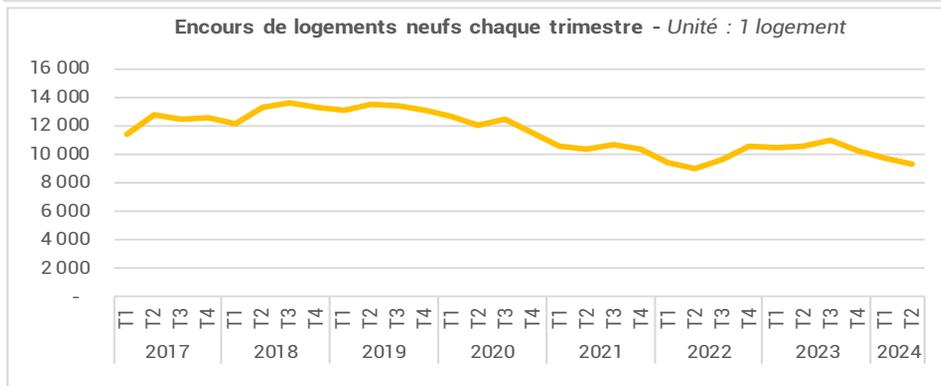
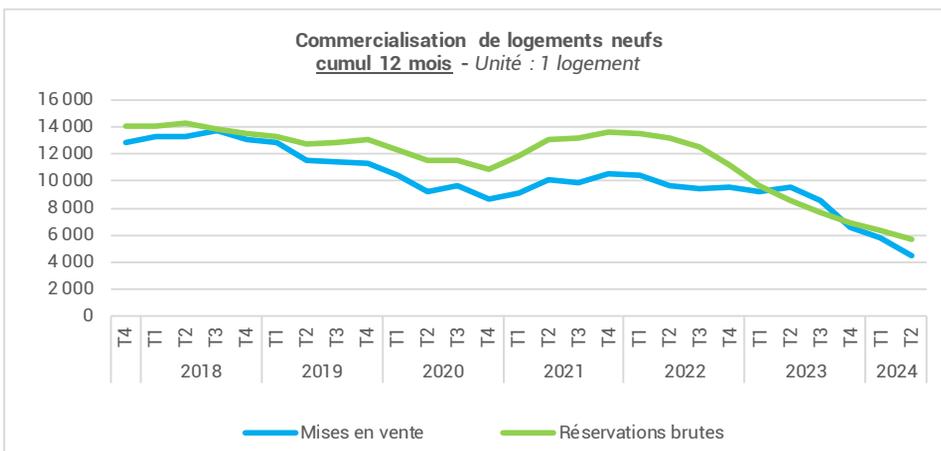
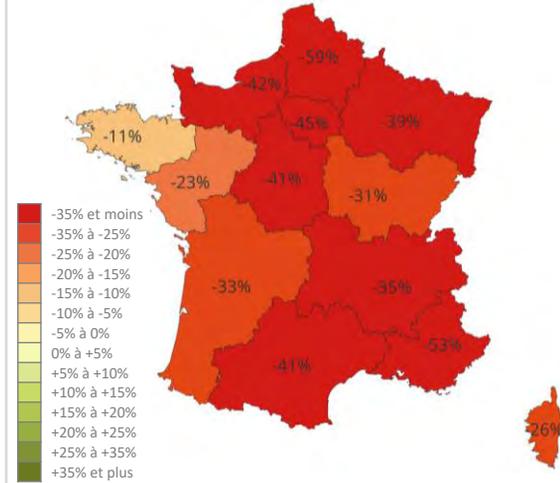
BÂTIMENT

Commercialisation de logements neufs

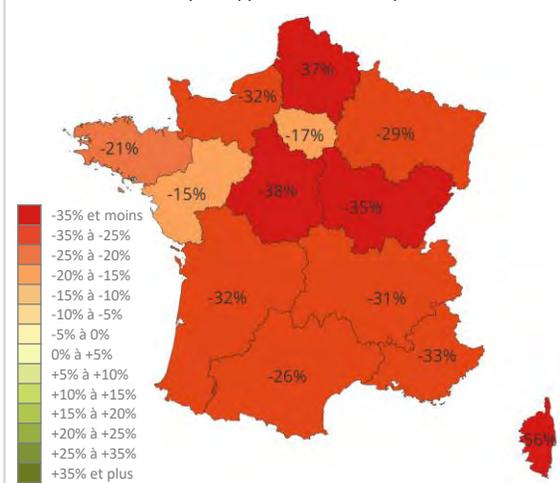
La commercialisation de logements neufs aux particuliers	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente ⁽¹⁾	4 480 lgts	-53,2%	▼
Dont collectifs	4 160 lgts	-53,8%	▼
Dont individuels	320 lgts	-44,0%	▼
Réservations	5 710 lgts	-33,5%	▼
Dont collectifs	5 380 lgts	-33,2%	▼
Dont individuels	330 lgts	-37,2%	▼
Vente en bloc	5 930 lgts	+4,9%	▲



Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin juin 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin juin 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

La demande en logement neuf s'effondre complètement : 5 710 logements ont été réservés par des particuliers auprès de promoteurs immobiliers sur les 12 derniers mois sur l'ensemble de la région, de loin le plus bas volume sur 12 mois enregistré depuis le début du suivi statistique en 2005.

Le recul de la demande pousse les promoteurs à mettre en pause leurs projets : sur les 12 derniers mois, les mises en vente de logements neufs reculent de -53% sur l'ensemble de la région et atteignent également leur point bas historique.

Dans ce contexte morose, la vente en bloc vient quelque peu soulager les promoteurs : ces dernières, qui ont progressé de +24,6% sur le trimestre comparé à il y a un an, ont représenté plus de la moitié des réservations enregistrées sur les 4 derniers trimestres dans la région, contre 25% en moyenne avant-Covid. Ces ventes en bloc permettent ainsi aux promoteurs de déstocker leurs programmes (-12,5% de logements disponibles à la vente entre fin juin 2023 et fin juin 2024).

Sources :

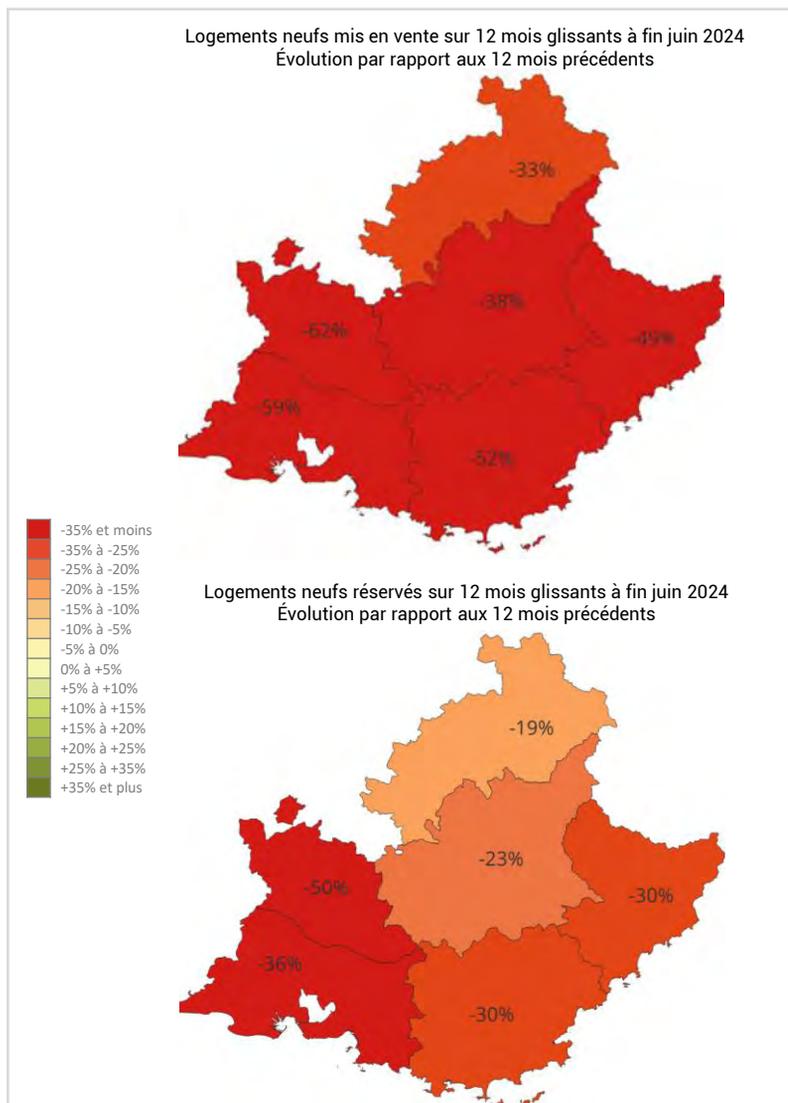
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques





Commercialisation de logements neufs



Ce 2^{ème} trimestre 2024 présente une inversion des commercialisations dans **les Alpes-de-Haute-Provence**. Depuis 2023 des volumes exceptionnels étaient observés, et les 6 premiers mois de l'année 2024 comptabilisent 180 logements neufs mis en vente, soit un ralentissement, mais un volume qui reste au dessus de la moyenne 2016-2021 de 85 unités.

Dans **les Hautes-Alpes** et le **Vaucluse**, la demande fut aussi dynamique post-Covid (respectivement 560 et 1 140 logements neufs mis en vente en moyenne par an en 2021-2022 contre 350 et 600 par an en moyenne sur la période 2017-2019), mais le marché a complètement perdu le rythme en 2023 et encore plus en 2024 (300 logements commercialisés dans les Hautes-Alpes et 290 dans le Vaucluse, des volumes sur 12 mois qui baissent encore au 2^{ème} trimestre 2024).

Le marché n'a quant à lui jamais redémarré dans les départements littoraux et poursuit son déclin en 2024 (1 360 logements commercialisés sur les 12 derniers mois dans les **Bouches-du-Rhône**, 1 190 dans les **Alpes-Maritimes** et 1 160 dans le **Var**).

Du côté de la demande, tous les départements de la région affichent des niveaux de réservation historiquement bas et s'inscrivent dans une tendance nationale complètement dégradée.

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques





Crédits à l'habitat et prêts à taux zéro

Crédits à l'habitat	Situation à fin août 2024		
Crédits nouveaux à l'habitat (M€) <i>Cumul 3 mois (évol. 1 an)</i>	33 900 M€	-6,4%	▼
Taux d'intérêt <i>(évol. 1 mois)</i>	3,548%	0,137%	=

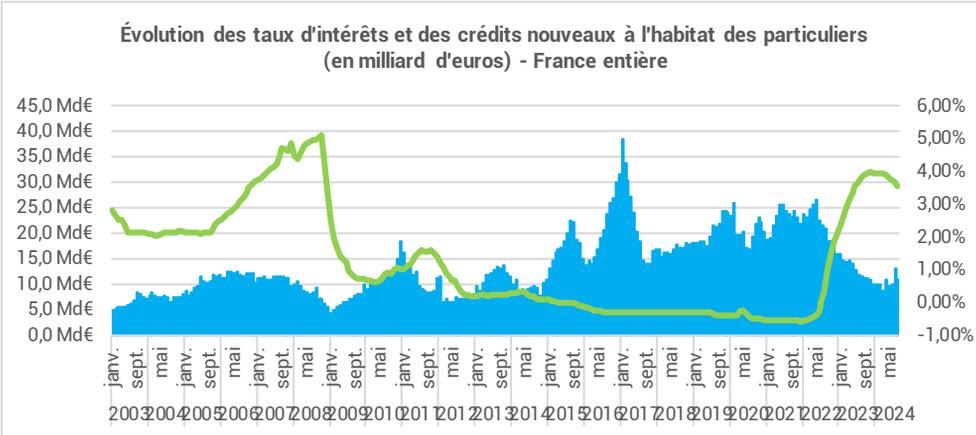
Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.

-6,4% ▼

EN 1 AN
**CRÉDITS NOUVEAUX À
L'HABITAT – FRANCE**
CUMUL 3 MOIS - À FIN AOÛT 2024

33 900 M€

Source :
Banque de France



La crise du logement neuf se mesure également avec le nombre de crédits accordés pour l'acquisition de logements ; de fait, sur les trois derniers mois et sur l'ensemble du pays, 29,4 Md€ de crédits nouveaux (tous achats immobiliers confondus) ont été délivrés aux particuliers par les banques françaises, en baisse de -32% en un an. La valeur des crédits nouveaux à l'habitat enregistrés par la Banque de France est en baisse constante depuis le pic de mi-2022 et s'affiche aujourd'hui à ses niveaux les plus bas 2014.

La hausse des taux d'intérêts est un des facteurs explicatifs à cette baisse des crédits : à fin mai 2024, le taux moyen sur le marché concurrentiel pour des prêts immobiliers s'affiche à 3,813%, en baisse certes de -0,07 points en un mois mais à un niveau toujours élevé, notamment en regard aux taux moyens observés sur le marché entre 2010 et 2021.

-26,3% ▼

EN 1 AN
**PRETS A 0% PTZ+ DISTRIBUES
DANS LE NEUF**
CUMUL 4 TRIM. - À FIN MARS 2024

2 570 prêts

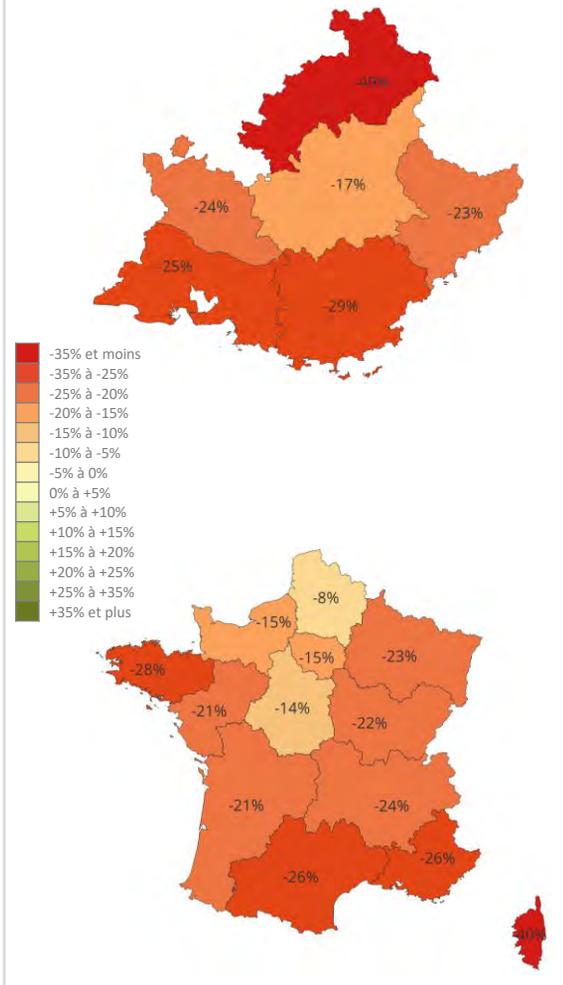
Prêts à 0% PTZ+	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	440	+3,8%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	2 570	-26,3%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	36	n.s.	
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	170	-10,7%	▼

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué, sous conditions, pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf. Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

En corrélation avec la baisse générale des crédits nouveaux à l'habitat (tous achats immobiliers confondus) et le fort recul des commercialisations de logements neufs, les prêts à taux zéro délivrés dans la région pour l'acquisition de logements neufs ont régressé de -26,3% en cumul 12 mois.

La crise du logement ne concerne toutefois pas que le neuf puisque les prêts à taux zéro pour l'acquisition de logements anciens ont également reculé dans la région (-10,7% en cumul 12 mois). La baisse des transactions à la fois dans le neuf et dans l'ancien, marchés interdépendants, bloque de fait le marché immobilier, qui n'a plus aujourd'hui la fluidité et l'amplitude des années précédentes.

PTZ+ distribués dans le neuf sur les 12 derniers mois à fin mars 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Source :
SGFGAS (données brutes)



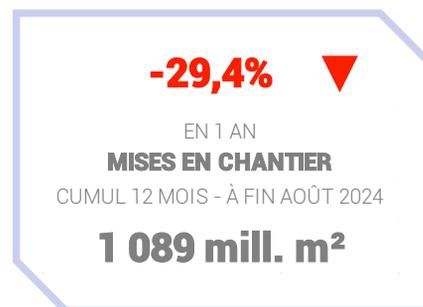


BÂTIMENT

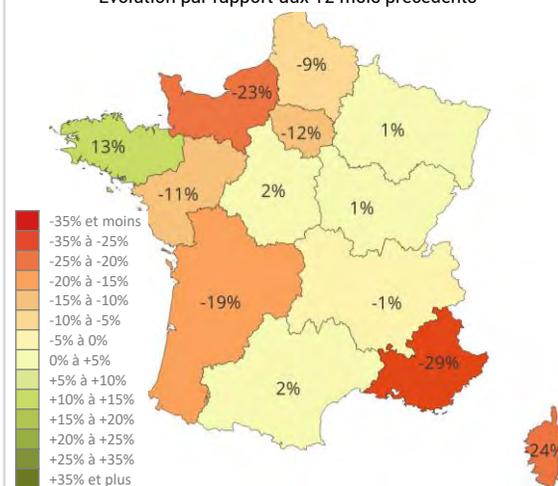
Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin août 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 089 mill. m²	-29,4%	▼
Bâtiments agricoles	195 mill. m²	-15,6%	▼
Secteur privé non agricole	597 mill. m²	-36,0%	▼
Dont locaux industriels	56 mill. m ²	-35,4%	▼
Dont commerces	141 mill. m ²	-15,8%	▼
Dont bureaux	128 mill. m ²	-56,2%	▼
Dont entrepôts	192 mill. m ²	-31,5%	▼
Dont autres locaux	81 mill. m ²	-24,4%	▼
Secteur public	297 mill. m²	-21,5%	▼

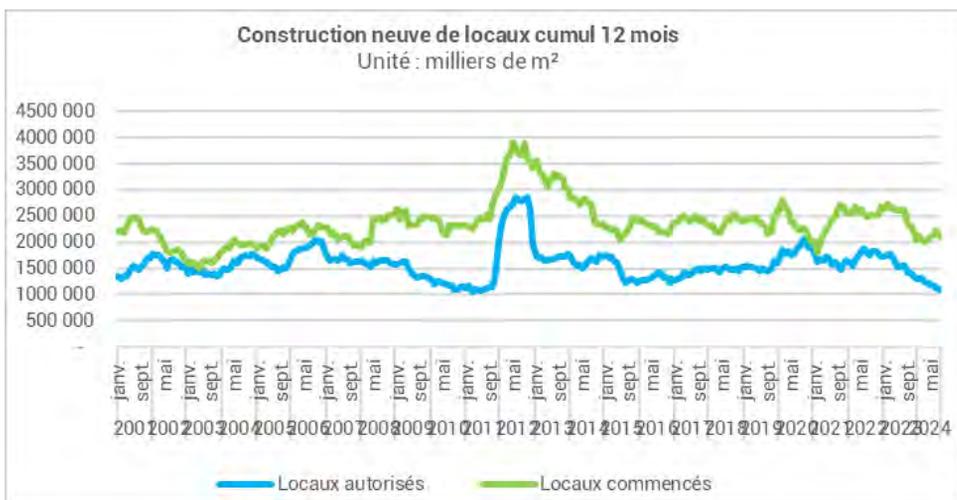
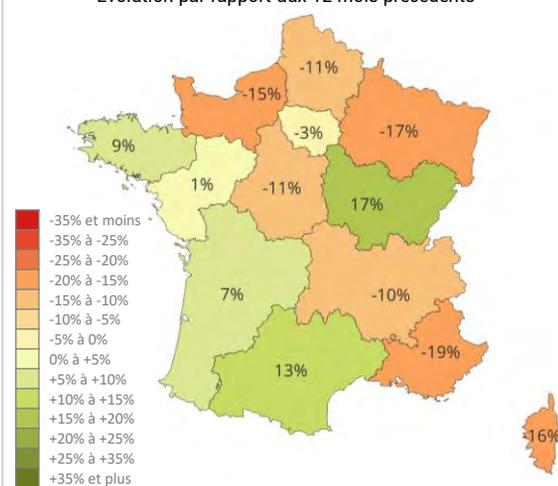
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin août 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 108 mill. m²	-18,8%	▼
Bâtiments agricoles	579 mill. m²	-7,8%	▼
Secteur privé non agricole	1 128 mill. m²	-20,2%	▼
Dont locaux industriels	96 mill. m ²	-8,5%	▼
Dont commerces	255 mill. m ²	-16,4%	▼
Dont bureaux	271 mill. m ²	-21,7%	▼
Dont entrepôts	362 mill. m ²	-21,9%	▼
Dont autres locaux	144 mill. m ²	-26,0%	▼
Secteur public	401 mill. m²	-27,7%	▼



Locaux commencés sur 12 mois glissants à fin août 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Locaux autorisés sur 12 mois glissants à fin août 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Le recul de la construction neuve touche également le segment non-résidentiel en Provence-Alpes-Côte d'Azur : sur douze mois, la surface de locaux neufs mise en chantier baisse ainsi de -29,4% et les autorisations fléchissent de -18,8% en glissement annuel à fin août 2024. Tous les marchés s'affichent à la baisse en vision de long-terme.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur (ainsi que la Normandie) présente une des tendances les plus négatives du pays, à la fois sur les autorisations et sur les ouvertures de chantiers ; la dynamique semble en effet s'atténuer, voir s'inverser dans certaines régions.

S'il n'est donc pas visible sur le long-terme en Provence-Alpes-Côte d'Azur, à l'inverse d'autres régions, le sursaut semble tout de même exister en 2024 dans notre région, en tout cas en ce qui concerne les autorisations : au cumul depuis janvier, la surface non-résidentielle autorisée progresse en effet de +5% par rapport aux mêmes mois de 2023.

Sources :

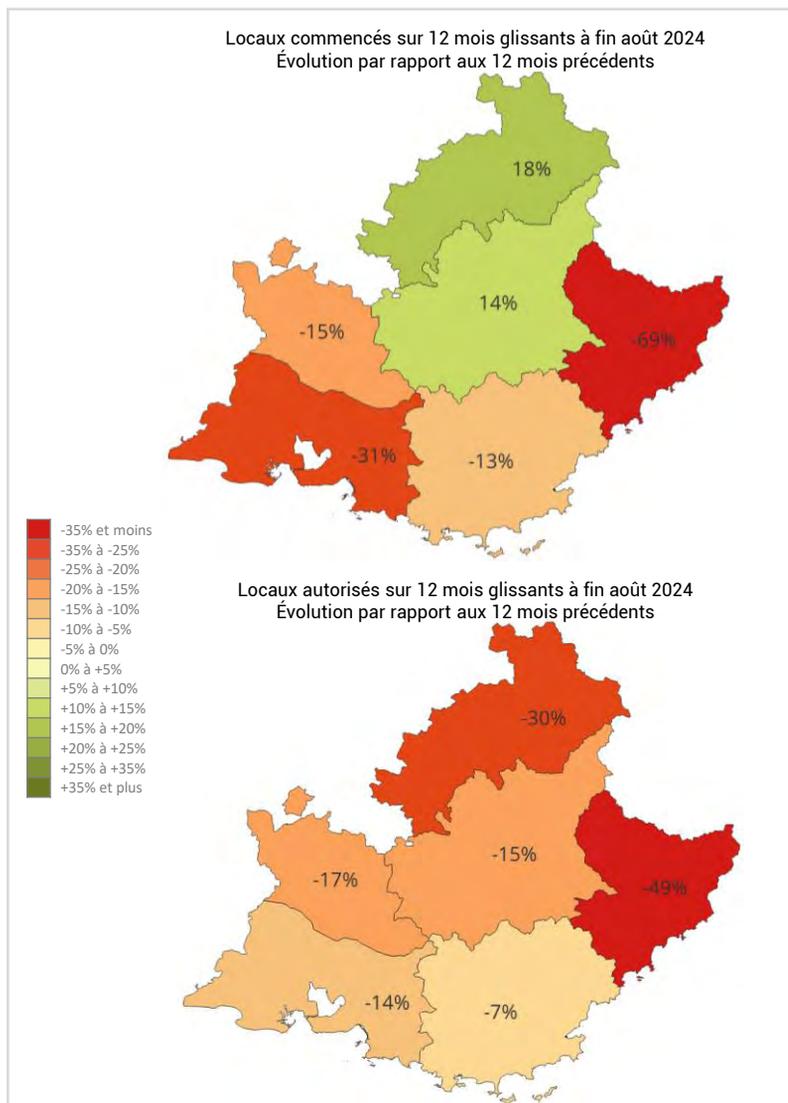
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de locaux neufs



Si la construction non-résidentielle neuve se contracte nettement sur l'ensemble de la région, la tendance est différente dans les départements alpins : la surface non-résidentielle mise en chantier progresse en effet de +14% sur les douze derniers mois dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, même si l'on reste légèrement en-deçà du niveau moyen décennal (40 milliers de m² sur les 12 derniers mois contre 45 milliers de m² par an en moyenne entre 2013 et 2023), et de +18% dans les Hautes-Alpes (pour une surface mise en chantier qui s'élève à 64 milliers de m², contre 60 milliers de m² par an en moyenne entre 2013 et 2023).

En **Vaucluse**, la chute des ouvertures de chantier enregistrée sur les 12 derniers mois est à mettre en perspective avec une base particulièrement élevée : la construction non-résidentielle a été très dynamique post-covid, avec une surface moyenne annuelle mise en chantier 60% supérieure à son niveau moyen d'avant-crise (320 milliers de m² mis en chantier en moyenne en 2021 et 2022 contre environ 200 milliers de m² en moyenne chaque année de 2008 à 2019). Sur les 12 derniers mois, 240 milliers de m² ont ainsi été commencés dans le département, un volume légèrement supérieur à son niveau moyen de référence.

Dans le **Var**, le marché non-résidentiel s'était également plutôt bien comporté à la sortie des confinements Covid, avec un volume construit en 2021 et 2022 globalement meilleur que les années précédentes. Mais l'activité marque clairement le pas dans ce département depuis un an : la surface mise en chantier sur les douze derniers mois recule ainsi de -13% (189 milliers de m² sur les douze derniers mois contre 230 milliers de m² en moyenne chaque année depuis 2005).

Dans les **Bouches-du-Rhône**, la construction non-résidentielle neuve est en berne depuis plus d'un an et continue de plonger en 2024, affichant 472 milliers de m² à fin août 2024, son plus bas volume sur douze mois depuis 2011.

La chute la plus brutale a lieu dans les **Alpes-Maritimes** : avec 86 milliers de m² de locaux non-résidentiels mis en chantier sur les douze derniers mois, le département présente un bilan inférieur de -69% à son niveau annuel moyen des dix dernières années (plus de 210 000 milliers de m²).

Du côté des autorisations, elles s'effondrent dans tous les départements de la région et pour tous les marchés en vision de long-terme, mais, comme pour la vision régionale, semblent repartir à la hausse en 2024 (les Bouches-du-Rhône, le Var et le Vaucluse sont en positif au cumul depuis le début de l'année), et surtout sur les 3 derniers mois (seules les Alpes-Maritimes continuent de reculer sur ce pas de temps).

Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



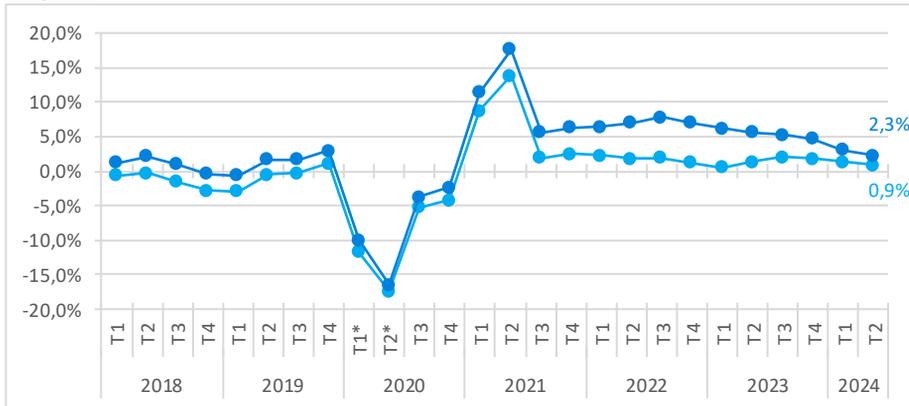


BÂTIMENT

Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

Au global

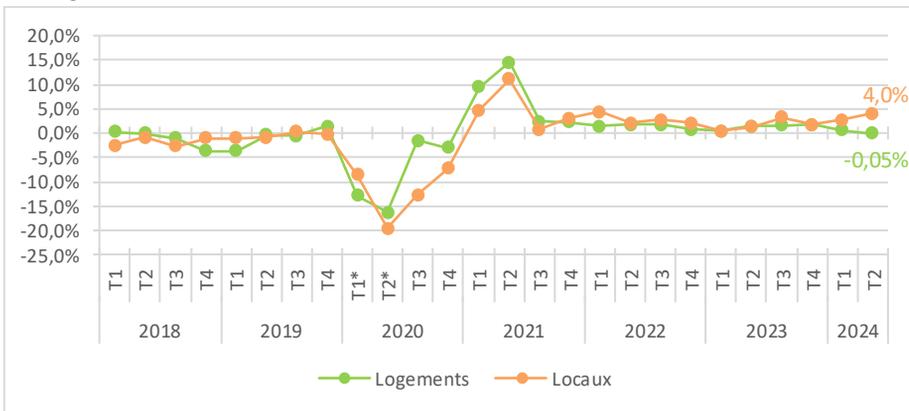


+0,9% =

EN 1 AN
**ACTIVITÉ ENTRETIEN-RÉNOVATION
DU TRIMESTRE**

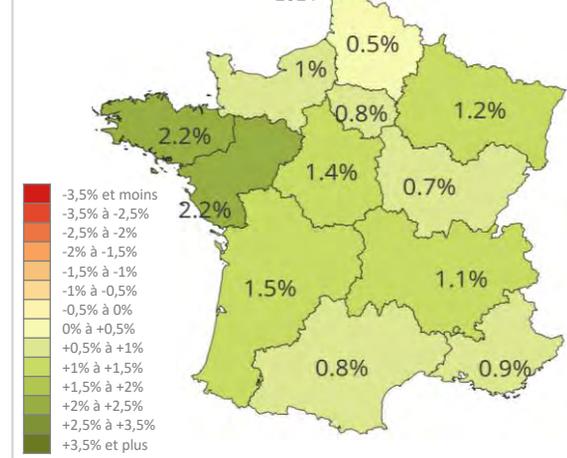
AU 2E TRIM. 2024

Par segment de marché



* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Évolution par rapport au T1 2023 de l'activité entretien-rénovation (en volume de travaux facturés) enregistrée au T2 2024



Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commande en entretien-rénovation – Unité : 1 semaine



11,8 semaines

**DE TRAVAIL GARANTI PAR LES
CARNETS DE COMMANDE EN
ENTRETIEN-RÉNOVATION**

À FIN JUIN 2024

-1,1 semaines ▼

EN 1 TRIMESTRE

L'activité entretien-rénovation progresse de 0,9% en volume de travaux facturés au 2^{ème} trimestre 2024 par rapport à un an plus tôt en Provence-Alpes-Côte d'Azur. La dynamique continue donc de ralentir après un 1^{er} trimestre orienté à +1,3% alors que l'on avait fini l'année 2023 à +1,4%. En euros courants, la hausse de la facturation se chiffre à +2,3% ce trimestre.

Les carnets de commande en entretien-rénovation continuent quant à eux de se réduire en Provence-Alpes-Côte d'Azur malgré un léger sursaut enregistré au 1^{er} trimestre 2024*, et se rapprochent des niveaux enregistrés avant la crise Covid.

*À ce titre, la hausse enregistrée au 1^{er} trimestre 2024 peut être due à des reports de chantier ou de signatures de devis, dans un contexte quelque peu incertain. De fait, en moyenne glissante sur quatre trimestres, le niveau des carnets de commande suit une tendance baissière depuis 2022.

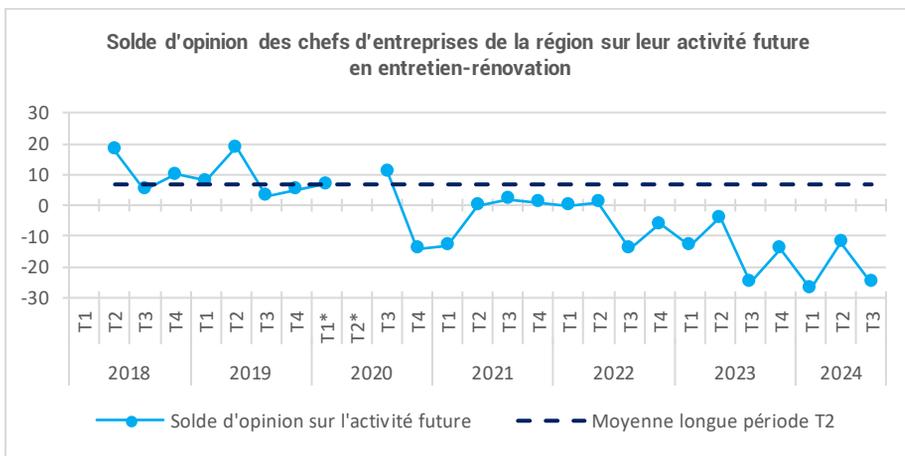
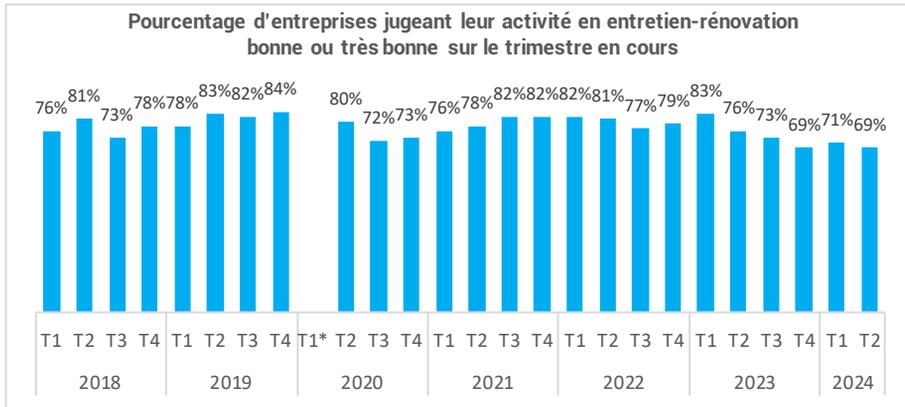
Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation





BÂTIMENT

Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation



Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

69% des entreprises Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur jugent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 2^{ème} trimestre 2024. Cela signifie que 31% la considèrent comme mauvaise voire très mauvaise, plus haut niveau enregistré depuis le début du suivi en 2018. L'appréciation des entreprises Bâtiment de la région sur leur situation économique actuelle continue donc de se dégrader, dans la continuité des 4 derniers trimestres (malgré un léger sursaut enregistré le trimestre précédent). De fait, le solde d'opinion, s'il reste positif (+38), est le plus bas enregistré depuis 6 ans et se place 22 points sous son niveau moyen. À noter que cette appréciation ne se mesure pas uniquement sur l'activité entretien-rénovation mais sur l'ensemble de l'activité Bâtiment, également plombée depuis plusieurs mois par la crise du logement neuf.

L'opinion des entreprises du Bâtiment de la région sur leur activité future plonge également au 2^{ème} trimestre 2024, en miroir à des prises de commandes en baisse et un niveau d'activité global morose : le solde d'opinion sur l'activité future se maintient largement en territoire négatif, tout proche de son plus bas niveau historique et se place 22 points en-dessous de sa moyenne longue période.





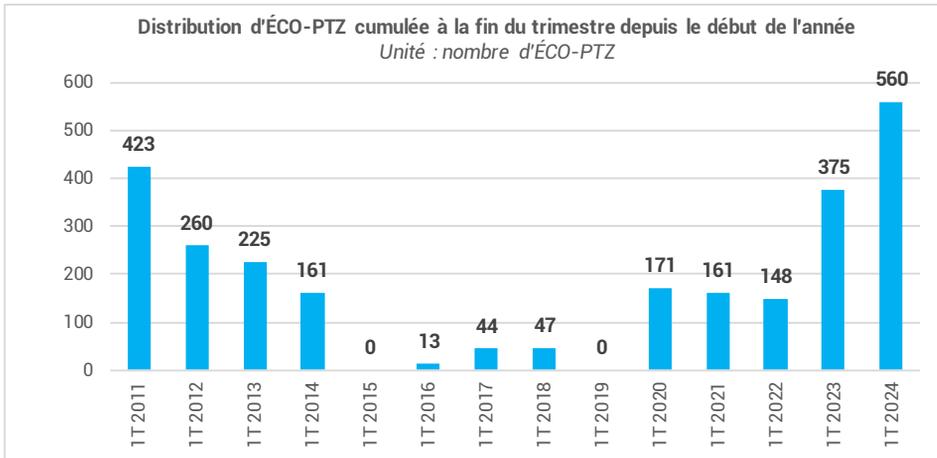
Éco-prêts à taux zéro

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	9,53 M€	+52,0%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	560 ÉCO-PTZ	+49,3%	▲

+63,9% ▲

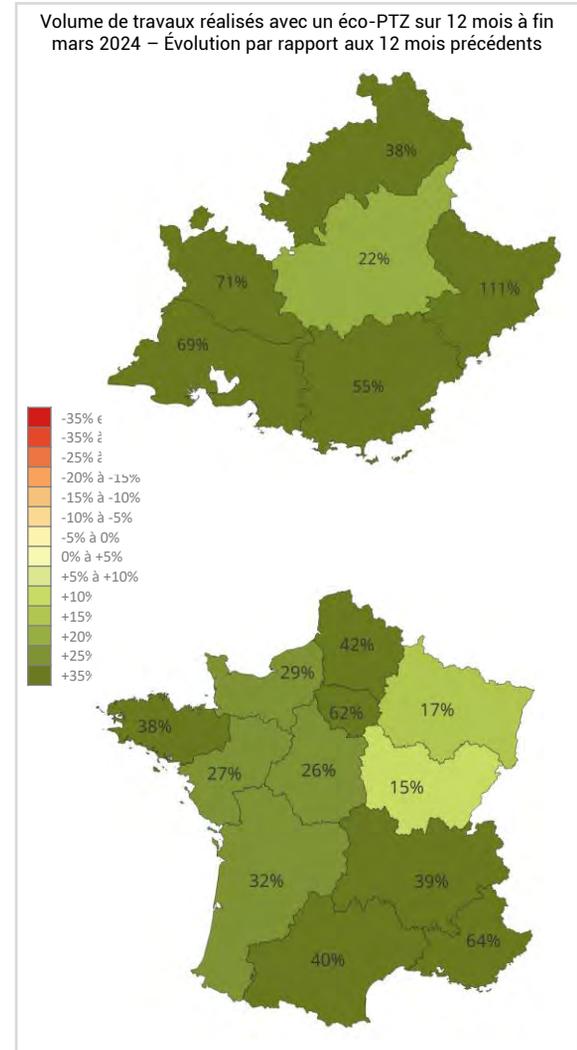
EN 1 AN
**VOLUME DE TRAVAUX
RÉALISÉS AVEC UN ÉCO-PTZ**
CUMUL 4 TRIM. - À FIN MARS 2024

98,6 M€



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Depuis l'ouverture de l'éco-PTZ aux monogestes en 2019, la sollicitation de ce prêt ne cesse d'augmenter dans la région. La création en 2023 d'un éco-PTZ « MaPrimeRénov' », destiné spécifiquement au financement du reste à charge pour les ménages bénéficiant d'une subvention MaPrimeRénov', combinée à une augmentation du plafond de financement (50 000 € désormais contre 30 000 € auparavant) a accéléré la démocratisation de ce dispositif : ce premier trimestre 2024 enregistre 560 prêts accordés dans la région, plus haut total historique pour un 1^{er} trimestre.



Source :
SGFGAS (données brutes)





TRAVAUX PUBLICS

Activité Travaux Publics

Évolution de l'activité travaux publics par rapport au même trimestre de l'année précédente (en valeur)



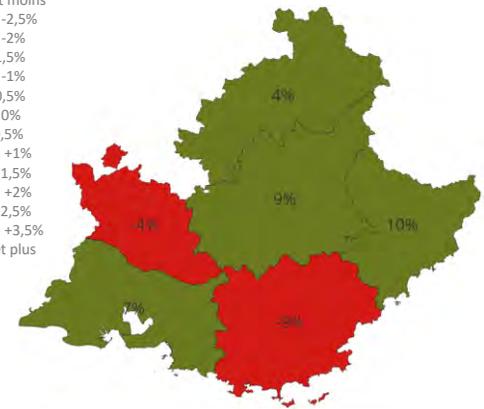
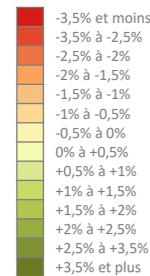
+3,7% ▲

EN 1 AN
ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS DU TRIMESTRE
AU 2E TRIM. 2024

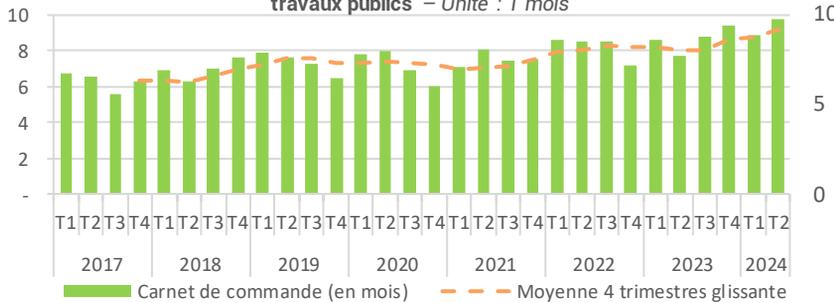
Évolution de l'activité travaux publics au T2 (en valeur, en base 100 au T1 2017)



Évolution par rapport au T2 2023 de l'activité travaux publics (en valeur) enregistrée au T2 2024



Nombre de mois de travail garantis par les carnets de commande en travaux publics – Unité : 1 mois



9,8 mois

DE TRAVAIL GARANTI PAR LES CARNETS DE COMMANDE EN TRAVAUX PUBLICS

À FIN JUIN 2024

2,0 mois ▲

EN 1 TRIMESTRE

Après un 1^{er} trimestre 2024 orienté à +1,1%, le chiffre d'affaires Travaux Publics progresse encore de +3,7% au 2^{ème} trimestre 2024, plaçant le 1^{er} semestre 2024 à +1,7% (hors effet prix). L'activité Travaux Publics reste donc robuste en 2024 et se maintient au-dessus de son niveau pré-Covid.

Seuls les départements du Var et du Vaucluse affichent un mauvais deuxième trimestre, laissant le bilan du 1^{er} semestre en négatif, alors que l'activité a été robuste dans les Alpes et sur la Côte d'Azur. Au niveau des métiers, le secteur énergétique semble plus en difficulté (-4,7% de chiffre d'affaires ce trimestre par rapport à un an plus tôt et -0,4% au cumul depuis le début de l'année) alors que l'activité a été plus satisfaisante dans les autres marchés (+1,7% au 2^{ème} trimestre et +0,8% depuis le début de l'année pour les canalisateurs, respectivement +3,8% et +1,0% pour la route, +6,6% et +5,4 pour les terrassiers et +8,2% et +4,2% pour le génie civil).

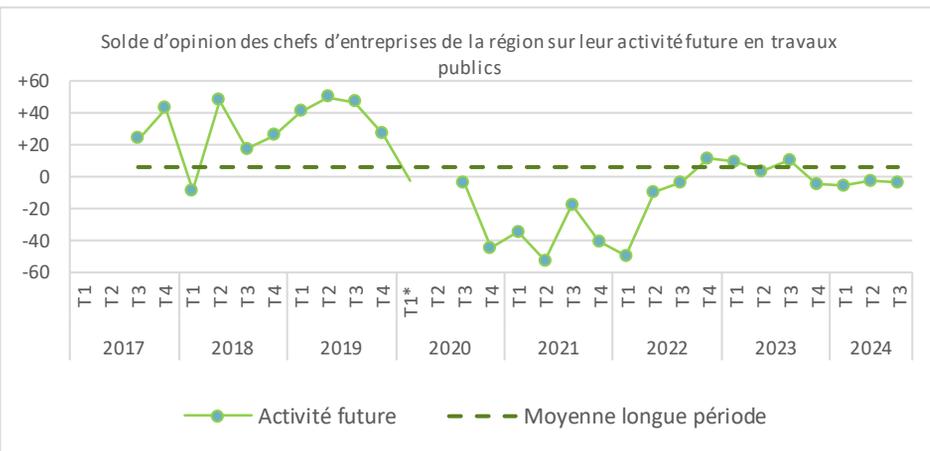
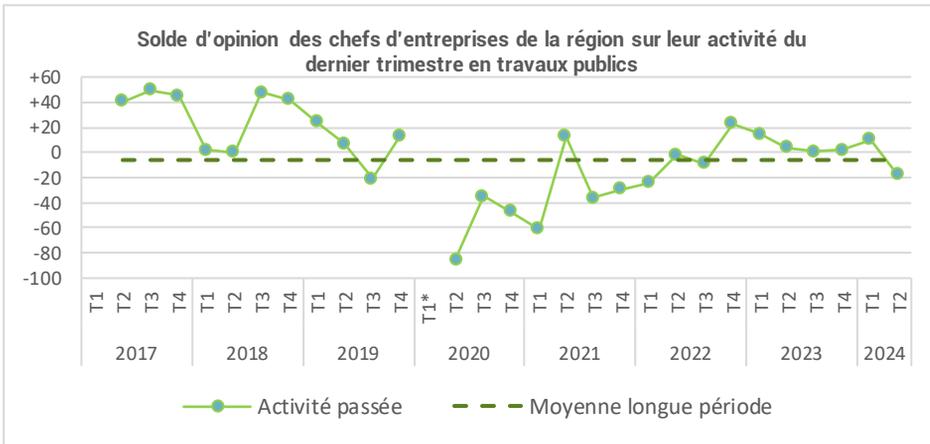
Les prises de commande restent également dynamiques dans la région, dans la continuité des mois précédents, maintenant les carnets de commande à un haut niveau.



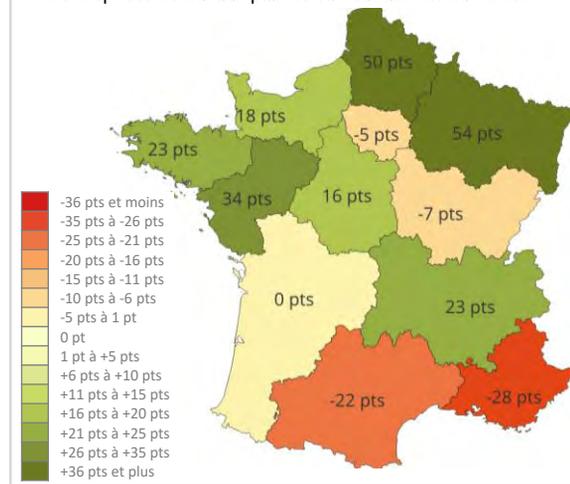


TRAVAUX PUBLICS

Opinion des chefs d'entreprises



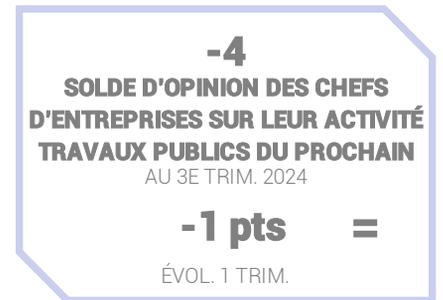
Évolution par rapport au T1 2024 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T2 2024



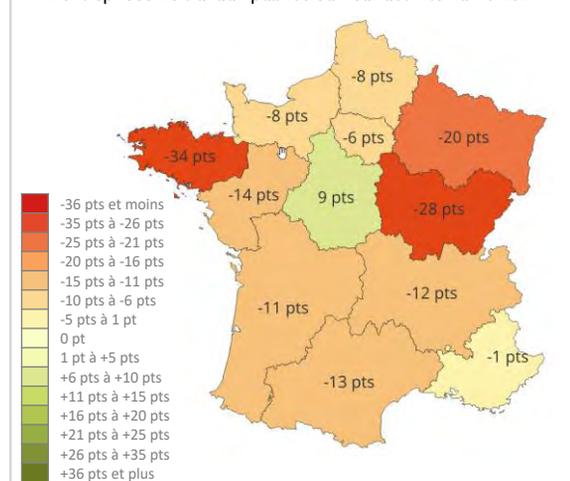
Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Selon la dernière enquête trimestrielle menée par la FNTP, le solde d'opinion des chefs d'entreprise sur leur activité a chuté au 2^{ème} trimestre (un trimestre marqué par de nombreuses intempéries un peu partout sur le territoire national) : -28 points en un trimestre, soit un des plus bas niveau depuis 2022. C'est également le niveau le plus négatif de France.

La vision de ces mêmes chefs d'entreprises pour les mois à venir semble, elle, plus positive : -1pts entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trimestre 2024. Depuis maintenant 4 trimestres, les chefs d'entreprises ont une opinion relativement stable, pour l'avenir.



Évolution par rapport au T2 2024 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T3 2024



Source :
 Enquête trimestrielle FNTP/INSEE

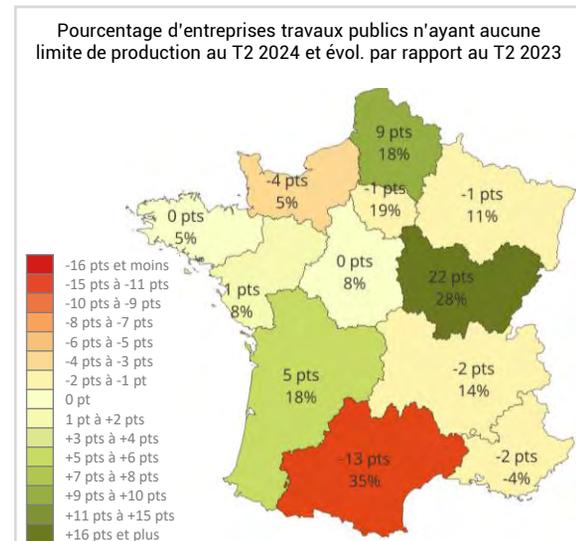
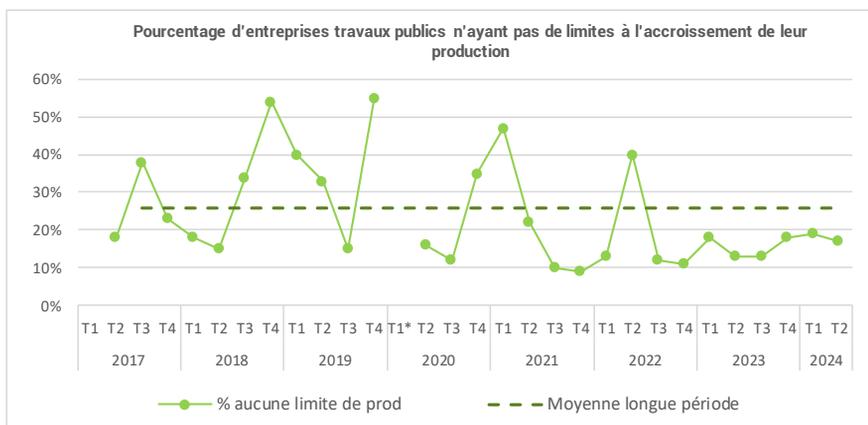
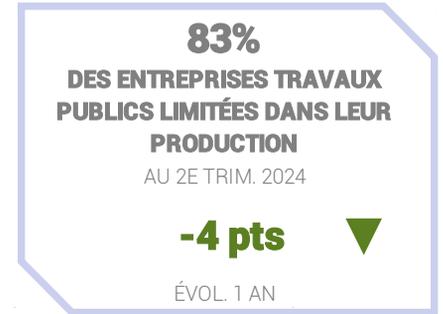




TRAVAUX PUBLICS

Opinion des chefs d'entreprises

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	17%	+4 pts	▲
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	53%	-2 pts	▼
Insuffisance en personnel	33%	-34 pts	▼
Contraintes financières	16%	+8 pts	▲
Conditions climatiques	34%	+33 pts	▲
Insuffisance de matériel	2%	-5 pts	▼
Autres facteurs	1%	-6 pts	▼



Les difficultés persistent sur le terrain pour les entreprises de Travaux Publics (83% indiquent être limitées dans leur production à fin juin 2024, en légère diminution de -4 points sur un an), notamment sur l'insuffisance de la demande (53% des entreprises indiquent une contrainte, en hausse de +27 points en un an). Les conditions climatiques sont également un facteur de limite de production pour ce printemps particulièrement pluvieux (pour 34% des entreprises interrogées, en progression de +28 points). En revanche, la crainte d'un manque de main-d'œuvre s'amenuise (33% des entreprises interrogées sont concernées, en baisse de -31 points par rapport à l'année précédente), tout comme les craintes financières qui ralentissent de -13 points comparé au 2^{ème} trimestre 2023, pour 16% des entreprises.

Source :
Enquête trimestrielle FNTP/INSEE

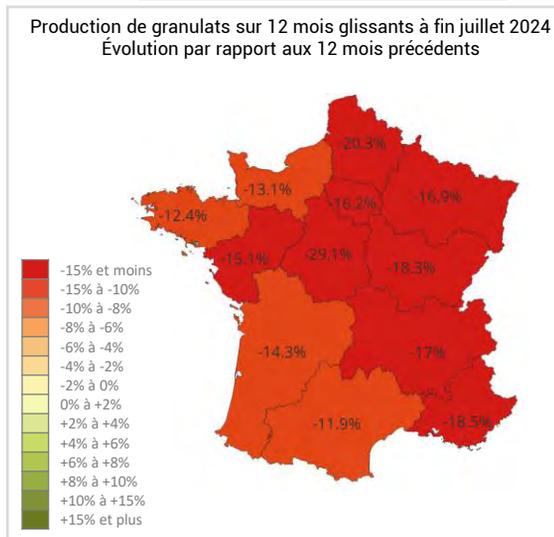
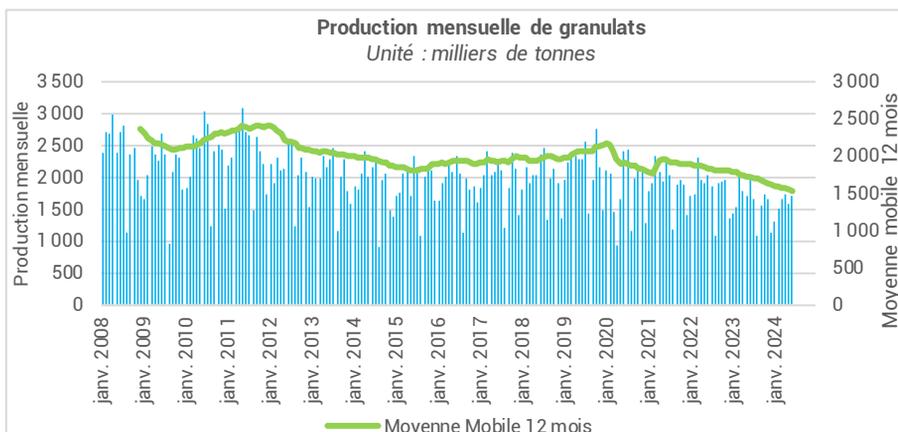
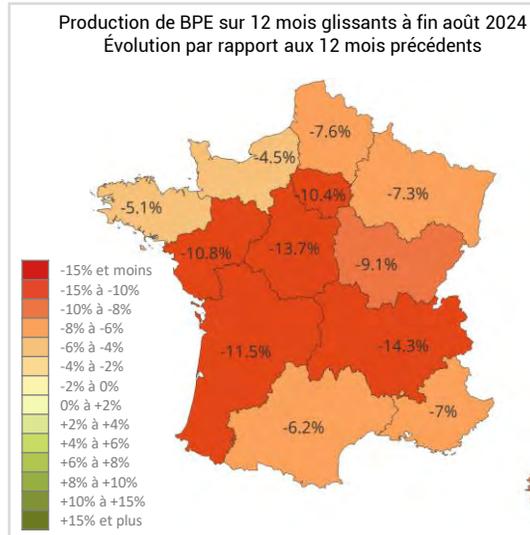
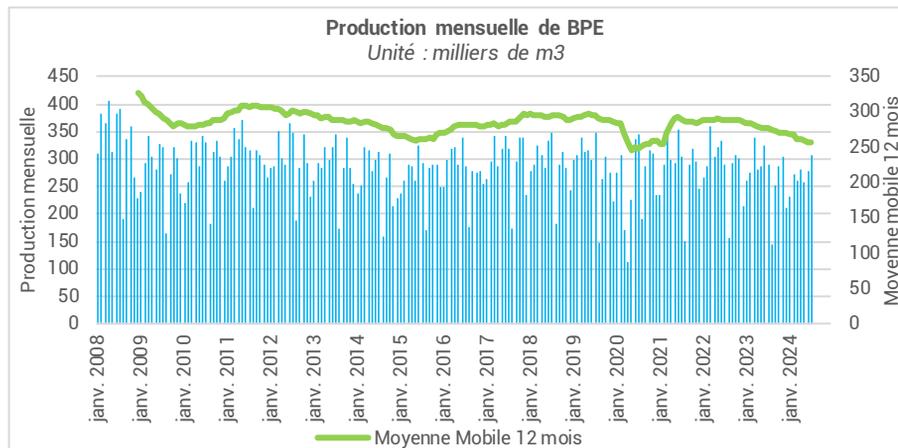




INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en août 2024	306 634 m3	+6,2%	▲
Prod. de Granulats en juil. 2024	1 716 kt	-16,3%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et août 2024	1 890 700 m3	-8,1%	▼
Production de Granulats entre janv. et juil. 2024	9 530 kt	-9,7%	▼



Alors que la crise dans le secteur du bâtiment se poursuit, elle entraîne dans son sillage le premier maillon de sa chaîne de valeur, le béton prêt à l'emploi. La production régionale de BPE continue de refluer et affiche sur les douze derniers mois un volume en baisse de -7,0% par rapport aux douze mois précédents. La dynamique baissière semble même s'accroître en 2024, puisque le recul s'affiche à -8,1% au cumul depuis le début de l'année par rapport à un an plus tôt, malgré un bon mois d'août.

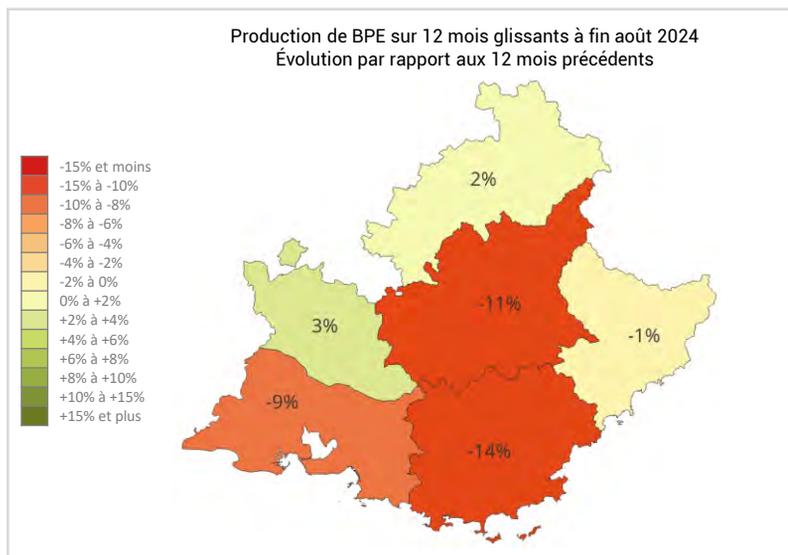
Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats s'est contractée de -11,2% sur la période août 2023-juillet 2024 par rapport à un an plus tôt et de -9,7% au cumul depuis le début de l'année.

Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo)





Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



La production de BPE reste positive dans les **Hautes-Alpes**, où elle se maintient au-dessus de son niveau moyen des quinze dernières années à la faveur des fortes mises en chantier de 2023 (112 770 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois contre une moyenne annuelle de 93 300 m³ entre 2013 et 2022).

En **Vaucluse**, la production de BPE, également en hausse ces douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents, reste ici aussi proche de son niveau moyen annuel de référence (371 560 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois contre environ 370 000 m³ de BPE produit annuellement entre 2013 et 2022).

Dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, la vision de long-terme suggère une chute significative de la production de BPE, mais les volumes produits entre 2021 et mi-2023 étaient particulièrement élevés, dans le sillage d'un marché résidentiel neuf dynamique. De fait, le volume de BPE produit dans ce département sur les 12 derniers mois reste supérieur à son niveau moyen des dix dernières années (129 730 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois contre une moyenne annuelle de 106 000 m³ entre 2013 et 2022).

Dans le **Var**, où la production de BPE fut particulièrement élevée en 2022-2023 à la faveur d'une activité dynamique sur le marché non-résidentiel neuf, la tendance s'inverse en 2024 puisque le volume produit sur les 12 derniers mois repasse sous son niveau moyen de long-terme (731 840 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois contre une moyenne annuelle de 737 000 m³ entre 2013 et 2022).

Dans les **Alpes-Maritimes**, la baisse semble s'enrayer mais la production de BPE des douze derniers mois reste largement en-dessous de ses niveaux de référence (674 100 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois contre en moyenne 731 000 m³ entre 2013 et 2022).

Dans les **Bouches-du-Rhône**, la production de BPE poursuit en revanche sa tendance baissière, avec un volume livré sur les 12 derniers mois bien en-deçà de moyenne longue période (1 073 170 m³ de BPE produits sur les douze derniers mois contre en moyenne 1 330 000 m³ entre 2013 et 2022).

Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)





COMMANDE PUBLIQUE

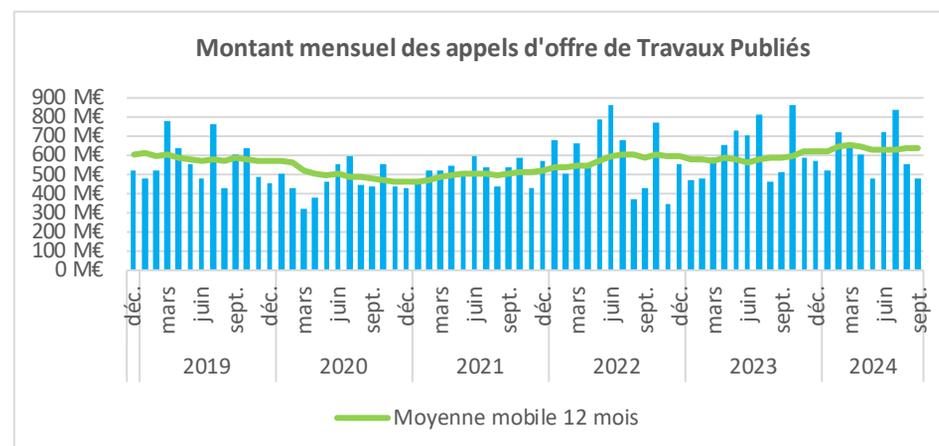
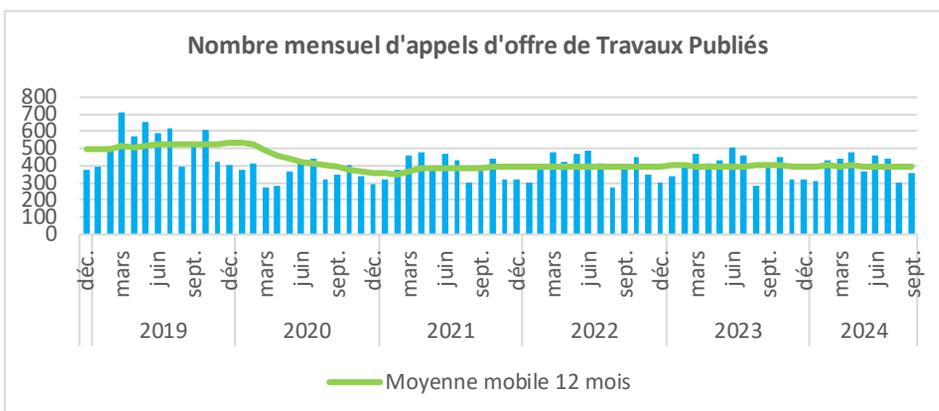
Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à sept. 2024 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	4 690 AO	-2,4%	▼
dont bâtiment*	2 380 AO	-1,8%	▼
dont TP*	1 640 AO	-6,3%	▼
dont pôle local	2 720 AO	-1,5%	▼
dont conseils territoriaux	300 AO	-2,8%	▼
dont Etat	600 AO	+2,2%	▲
dont autres	50 AO	-5,8%	▼

Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à sept. 2024 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	7,6 Md€	+7,3%	▲
dont bâtiment*	2,8 Md€	+6,0%	▲
dont TP*	2,4 Md€	+1,8%	▲
dont pôle local	3,8 Md€	+13,1%	▲
dont conseils territoriaux	0,6 Md€	+35,9%	▲
dont Etat	1,2 Md€	-9,6%	▼
dont autres	0,2 Md€	+20,1%	▲



*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et n'ont donc pas pu être recensé ici.



Le montant de la commande publique continue de progresser dans la région : à fin septembre 2024, elle atteint 7,6 Md€ sur douze mois, en hausse de +7,3% par rapport aux 12 mois précédents. À l'exception de l'Etat (qui ralentit après une forte contribution en 2023), tous les acheteurs affichent une hausse de leurs achats publics de travaux en valeur.

Pour autant, le nombre de marchés publiés reflue (-2,4% entre octobre 2023 et septembre 2024 par rapport au 12 mois précédents). Cette différence qui s'accroît entre valeur et volume de la commande publique peut s'expliquer par l'inflation, qui fait mécaniquement progresser les coûts des projets, par un moindre allotissement des achats de travaux, ce qui fait à la fois baisser le nombre de marchés passés et augmenter leur montant, ainsi que par la nature même de certains projets (dans un contexte de resserrement économique, priorité est probablement donnée au lancement de projets plus structurants).

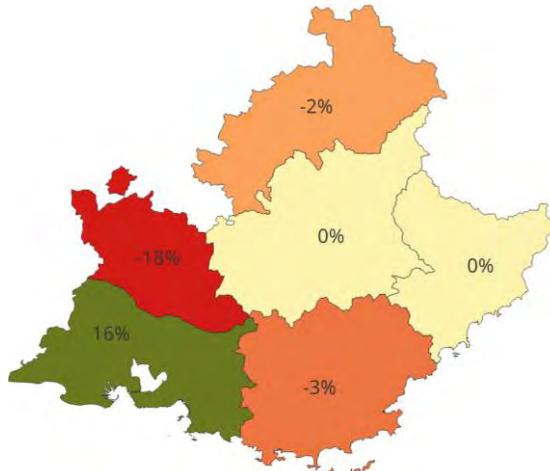
Source :
VecteurPlus



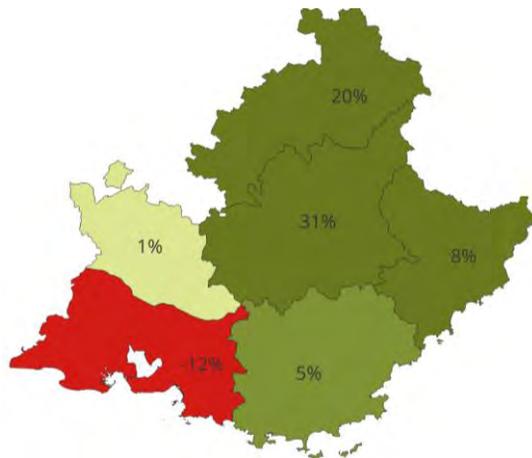
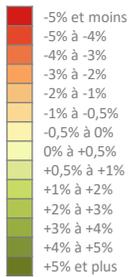


Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin septembre 2024 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Montant des marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin septembre 2024 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



À l'échelle territoriale, le **Vaucluse** se démarque avec une forte baisse de la commande publique, en volume (-18% de marchés publiés) alors qu'elle progresse légèrement en valeur (+1% du montant attribué).

À l'inverse, dans les **Bouches-du-Rhône**, les achats de travaux progressent nettement sur les 12 derniers mois (+16% en un an) pour une valeur globale en nette baisse (-12%). Mais le montant des achats publics de travaux furent particulièrement élevés dans ce département en 2023, impactant logiquement à la baisse le niveau de 2024 par effet de base.

Ailleurs dans la région, les achats de travaux reculent ou a minima stagnent en volume, pour une hausse significative en valeur. De fait, dans les **Hautes-Alpes**, la commande publique diminue en volume (-2% en glissement annuel) mais progresse nettement en valeur (+20% sur les 12 derniers mois par rapport aux 12 mois précédents). La valeur des achats publics de travaux progresse également nettement dans les **Alpes-de-Haute-Provence** (+31% en glissement annuel) pour un nombre d'appels d'offres publiés stable sur un an. Dans les **Alpes-Maritimes**, les achats publics de travaux n'évoluent pas depuis deux ans, mais la valeur de ces achats a progressé de +8% sur les douze derniers mois. Enfin, dans le **Var**, le montant de la commande publique a progressé de +5% en un an, pour un nombre d'achats en baisse de -3%.

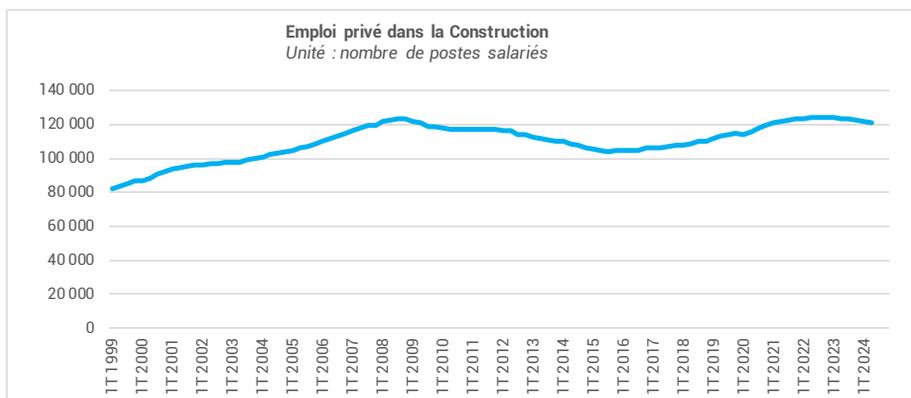




APPAREIL DE PRODUCTION

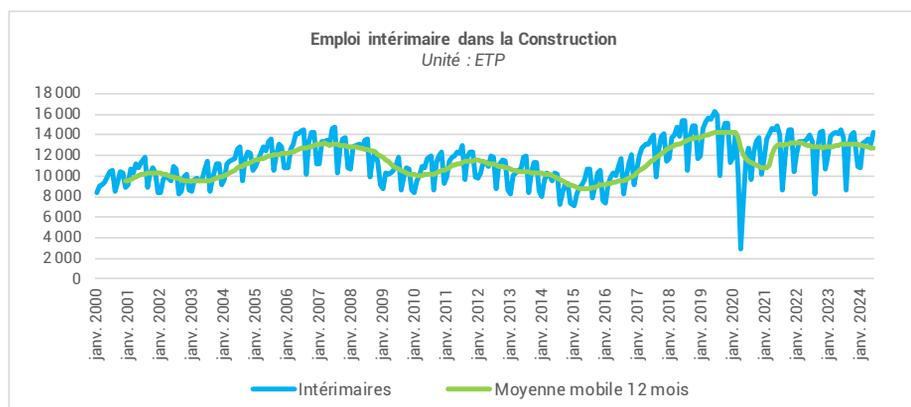
Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	121 216 sal.	-2,0%	▼



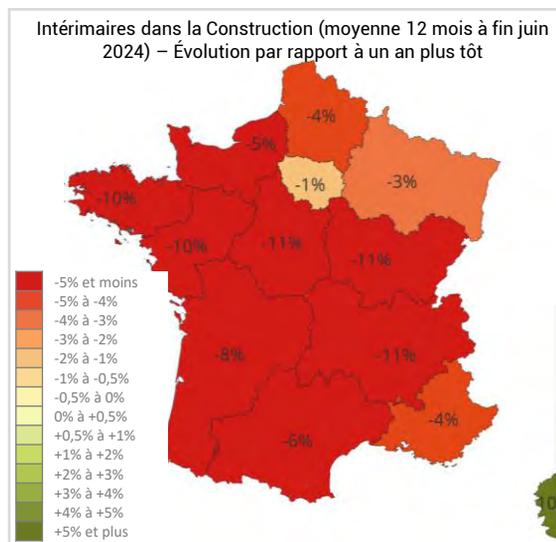
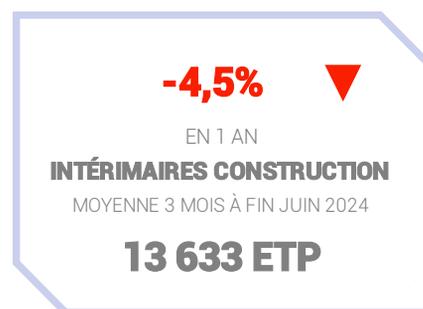
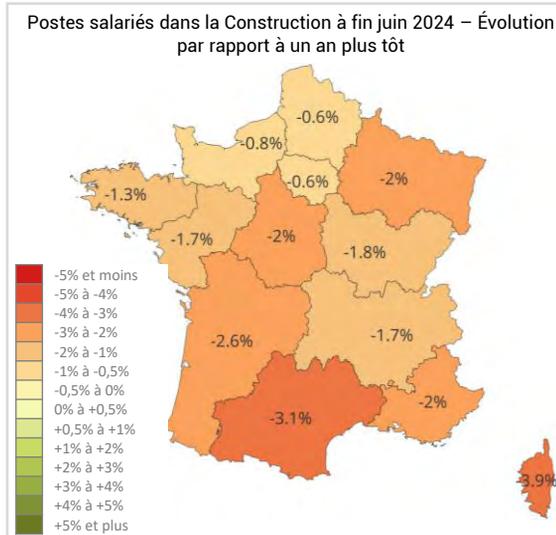
Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié s'est stabilisé en 2022 et décroît même légèrement depuis l'été 2023. Ainsi, à fin mars 2024, le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional a perdu 2% de son volume de l'année précédente.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Juin 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Juin 2024	14 186 ETP	-1,9%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juin 2024	13 633 ETP	-4,5%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juin 2024	12 743 ETP	-2,2%	▼



Sur les trois derniers mois, l'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, a moins été sollicité par les entreprises de la construction de la région qu'il y a un an, face notamment à des conditions climatiques plus difficiles (intempéries au printemps). Toutefois, la vision de long-terme suggère une stabilité de l'emploi intérimaire depuis 2021 (-2,2%), signe d'une activité qui, si elle manque de souffle, maintient un besoin constant en main-d'œuvre.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

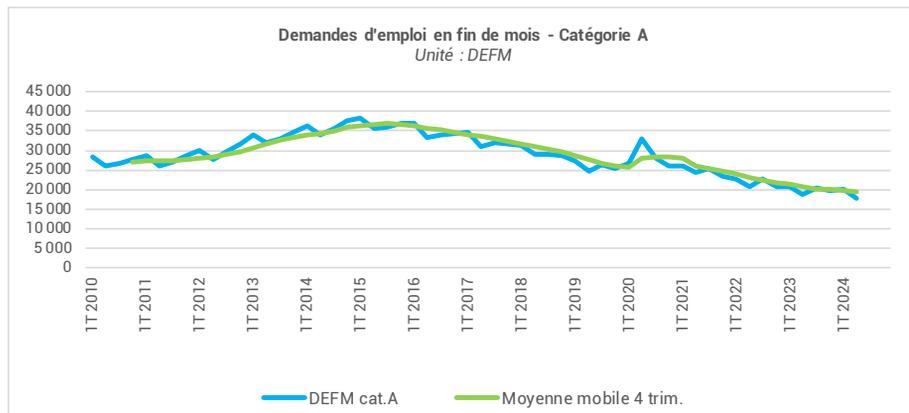




APPAREIL DE PRODUCTION

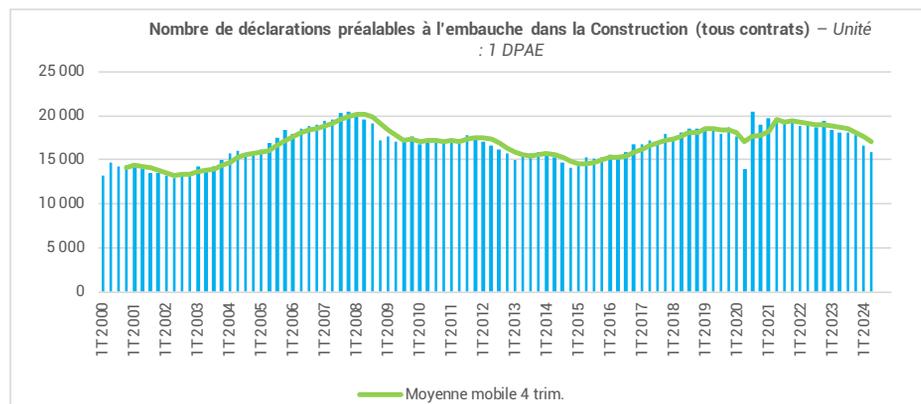
Demande d'emploi et embauches

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	17 634 DEFM	-5,7%	▼
DEFM tous secteurs économiques	235 463 DEFM	-2,5%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	+0,3 pts	▲



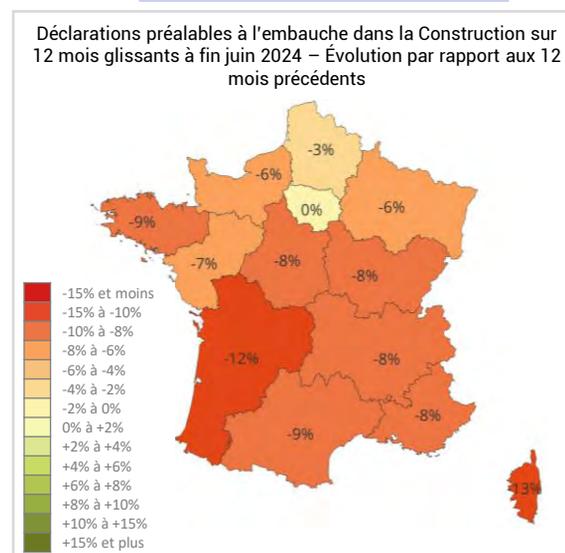
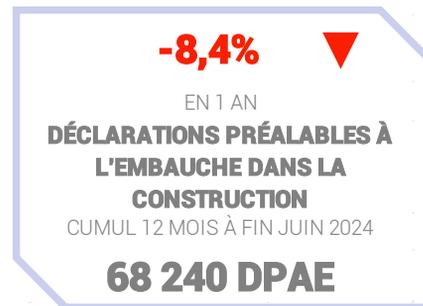
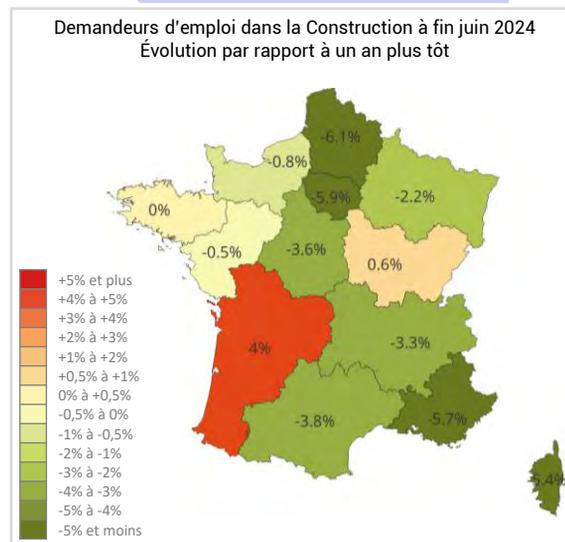
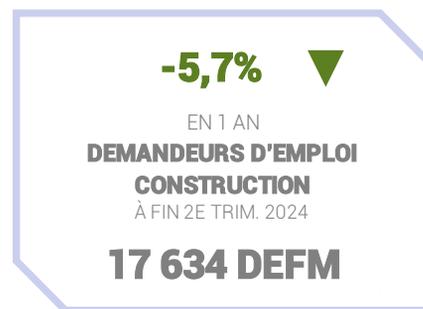
Le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité (et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction continue de refluer : il cède encore -5,7% de son volume entre fin juin 2023 et fin juin 2024.

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Cumul 12 mois au T2 2024 - Evol 1 an		
Nombre total de DPAE	68 240 DPAE	-8,4%	▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	9 000 DPAE	-6,9%	▼
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	24 310 DPAE	-9,1%	▼
dont CDI	34 940 DPAE	-8,4%	▼



Après des recrutements plutôt dynamiques en 2021 et 2022, les intentions d'embauche marquent le pas dans la Construction : sur les douze derniers mois, les déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'URSSAF reculent en effet de -8,4% par rapport aux douze mois précédents dans la région. Tous les contrats sont concernés par cette baisse des intentions d'embauche, signe d'une activité qui s'essouffle, freinant les recrutements et les créations de postes.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Sources :
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

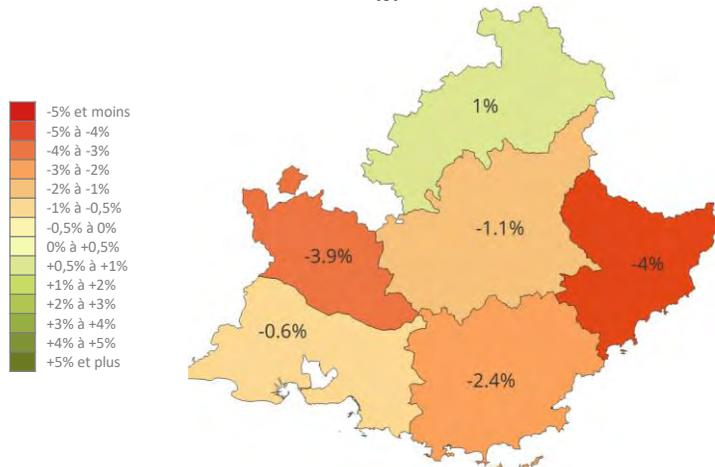




APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

Postes salariés dans la Construction à fin juin 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Le département des **Hautes-Alpes** est le seul de la région à enregistrer une progression de l'emploi-salarié au 2^{ème} trimestre 2024. A l'inverse, à fin juin, l'emploi intérimaire chute fortement (-18,1%) et la baisse du nombre de demandeurs d'emploi est la plus forte de la région (-18,5% à fin juin 2024). Les intentions d'embauches sont également les plus résilientes de la région.

Dans le département des **Alpes-de-Haute-Provence**, l'emploi salarié recule légèrement au 2^{ème} trimestre 2024 (-1,1%) alors que l'emploi intérimaire connaît une forte hausse (+11,3%). La baisse du nombre de demandeurs d'emploi tend à ralentir (-4,2% sur un an à fin juin) alors que les intentions d'embauches continuent de refluer.

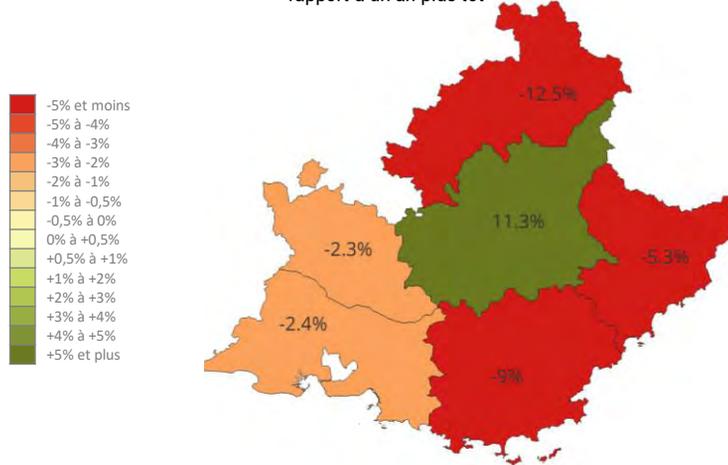
Dans les **Bouches-du-Rhône**, l'emploi-salarié reste globalement stable tandis que l'emploi intérimaire et les embauches ralentissent et que le nombre de demandeurs d'emploi continue de s'assécher.

Dans le **Var**, les indicateurs sont tous en baisse, y compris celui des demandeurs d'emploi.

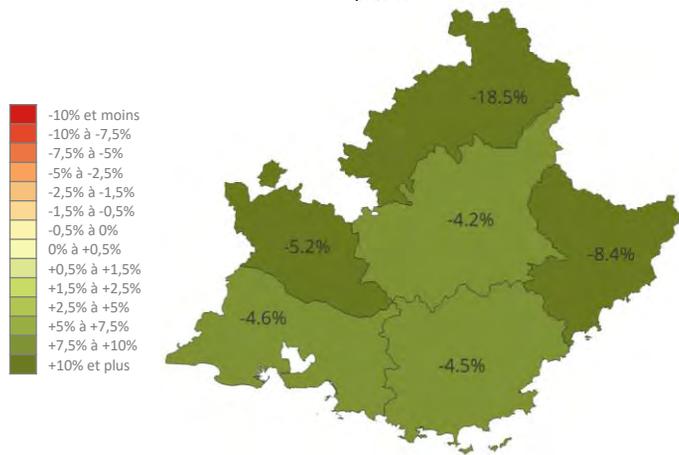
En **Vaucluse**, la perte de postes salariés est parmi la plus importante de la région au 2^{ème} trimestre 2024 (-3,9%) tandis que l'emploi intérimaire diminue de -2,3% sur la période. On note également une baisse de -5,2% du nombre de demandeurs d'emplois alors que les embauches marquent clairement le pas (-12,6% sur 12 mois, plus forte baisse de la région).

Les tendances les plus négatives se retrouvent dans le département des **Alpes-Maritimes**, qui présente la plus forte baisse de l'emploi salarié (-4%) et des embauches (-12,5%), conjuguées à un recul significatif de l'emploi intérimaire (-5,3%). En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi disponibles s'effondre de plus en plus (-8,4% en un an à fin juin 2024).

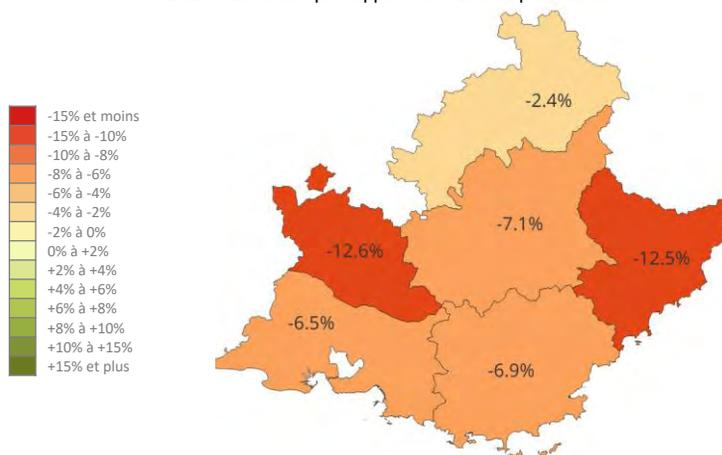
Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin juin 2024) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin juin 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin juin 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

DEEM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

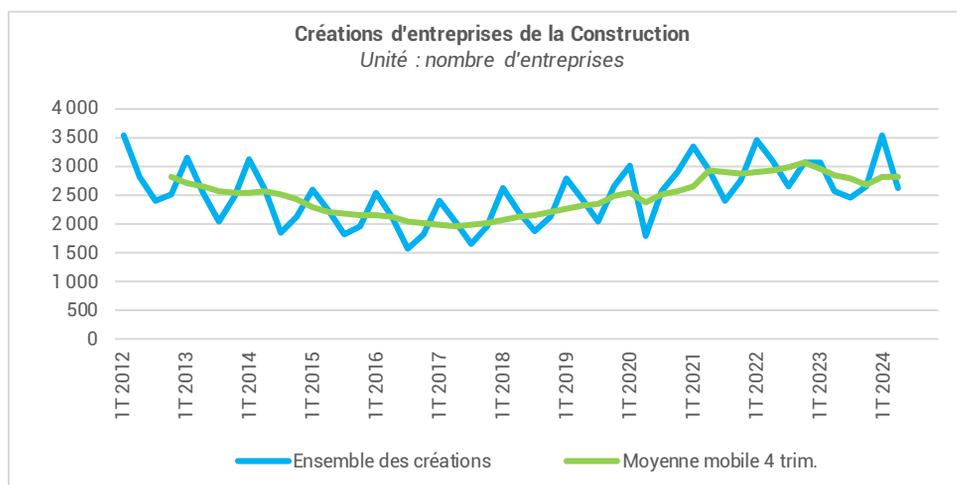




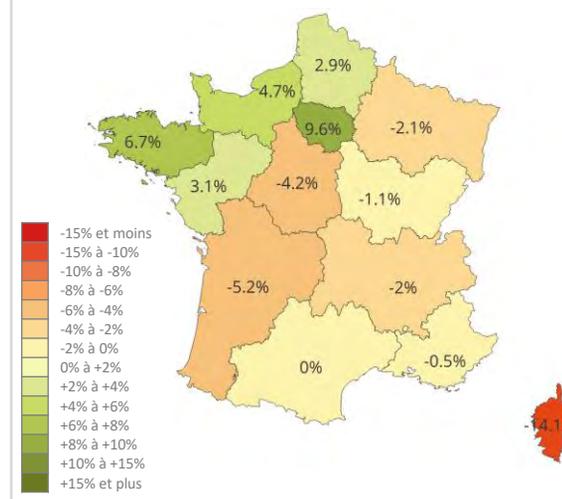
APPAREIL DE PRODUCTION

Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	2e trim. 2024 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	2 634 créations	+1,9%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	961 créations	-3,4%	▼
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	11 337 créations	-0,5%	=
Dont créations hors micro-entrepreneurs	4 074 créations	-6,4%	▼



Créations d'entreprises de la Construction sur douze mois glissants à fin juin 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Alors que les créations d'entreprises suivaient une trajectoire favorable depuis plusieurs années, sans même être freinées par la crise Covid, la tendance s'est inversée en 2023, témoignant d'une conjoncture beaucoup plus difficile pour le secteur Construction. Toutefois, la dynamique semble se remettre en route en 2024 avec un volume d'immatriculations stable sur les 12 derniers mois (-0,5%) et même en hausse de +1,9% sur le 2^{ème} trimestre 2024 par rapport au 2^{ème} trimestre 2023.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
INSEE (données brutes)

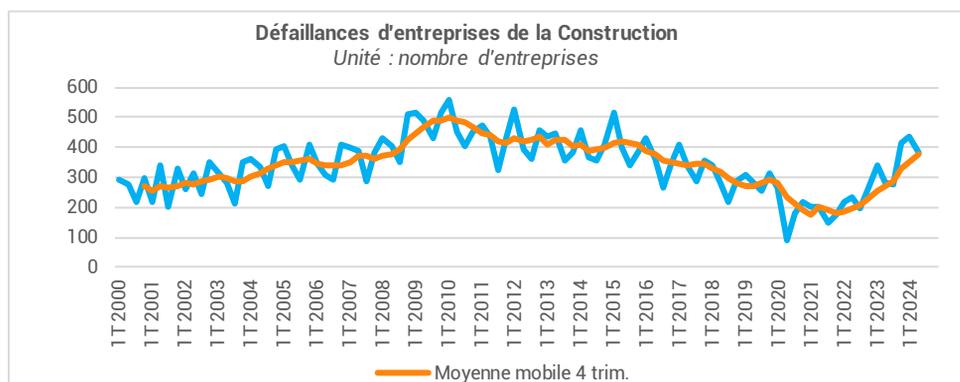
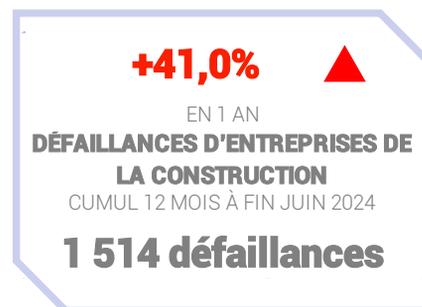




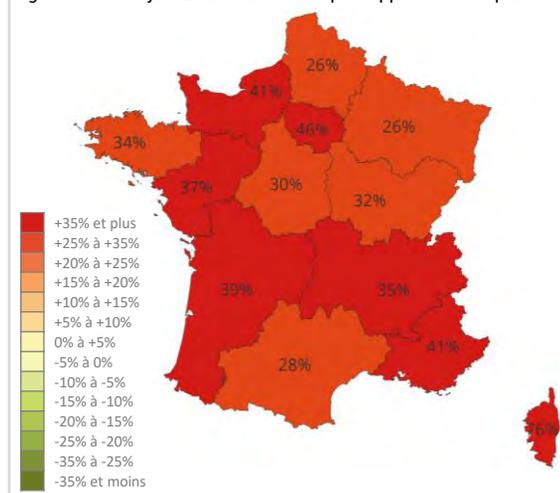
APPAREIL DE PRODUCTION

Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2e trim. 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	385 défaillances	+37,5%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 514 défaillances	+41,0%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	914 salariés	+1,2%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	4 418 salariés	+30,0%	▲



Entreprises de la Construction défaillantes sur 12 mois glissants à fin juin 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Après être tombées à un niveau historiquement bas en 2020 et 2021, les défaillances d'entreprises de la Construction sont logiquement remontées en 2022. Mais si la hausse avait jusque là été plutôt contenue, les procédures se sont nettement accélérées en 2023 et se poursuivent en 2024. Sur les douze derniers mois à fin juin 2024, la Banque de France a recensé plus de 1 500 dossiers d'entreprises défaillantes dans la région, soit une hausse de +41% comparé aux douze mois précédents.

Si les défaillances augmentent donc nettement en 2024, on reste toutefois loin des niveaux enregistrés entre 2008 et 2015, précédente crise économique mondiale, où le nombre de défaillances était 30% plus élevé. Ce qui est en revanche inquiétant, c'est que les défaillances actuelles touchent beaucoup plus de salariés qu'avant. Ainsi, les 1 510 entreprises défaillantes trimettent en difficulté près de 4 500 salariés, un volume en hausse de +30% en un an et qui n'a pas été observé depuis 2013.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
Banque de France (données brutes)



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1
Autorisations logements	800 logts	-19,6% ▼
Mises en chantier logements	760 logts	-14,7% ▼
Mise en ventes de logements	180 logts	-38,1% ▼
Réservations de logements	80 logts	-23,2% ▼
Autorisations locaux	78 mill. m ²	-15,1% ▼
Mises en chantier locaux	40 mill. m ²	+14,4% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+9,0% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		+4,1% ▲
BPE	129 730 m ³	-11,2% ▼
Nombre Appels Offre publiés	280 AO	-0,3% ►
Montant Appels Offre publiés	370 M€	+30,8% ▲
Salariés	3 374 sal.	-1,1% ▼
Intérimaires	471 ETP	+11,3% ▲
Dem. d'emplois	553 DEFM	-4,2% ▼

Alpes-Maritimes

		Evol N-1
Autorisations logements	5 750 logts	-0,5% ►
Mises en chantier logements	3 470 logts	-37,4% ▼
Mise en ventes de logements	1 190 logts	-48,6% ▼
Réservations de logements	1 490 logts	-29,8% ▼
Autorisations locaux	171 mill. m ²	-49,5% ▼
Mises en chantier locaux	86 mill. m ²	-68,6% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+10,3% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		+10,9% ▲
BPE	674 100 m ³	-1,1% ►
Nombre Appels Offre publiés	1 550 AO	+0,2% ►
Montant Appels Offre publiés	2640 M€	+7,5% ▲
Salariés	24 635 sal.	-4,0% ▼
Intérimaires	2 454 ETP	-5,3% ▼
Dem. d'emplois	3 626 DEFM	-8,4% ▼

Var

		Evol N-1
Autorisations logements	6 670 logts	-1,3% ▼
Mises en chantier logements	4 770 logts	-30,2% ▼
Mise en ventes de logements	1 160 logts	-52,4% ▼
Réservations de logements	1 410 logts	-30,0% ▼
Autorisations locaux	364 mill. m ²	-7,4% ▼
Mises en chantier locaux	189 mill. m ²	-12,5% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-9,4% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-3,7% ▼
BPE	731 840 m ³	-13,8% ▼
Nombre Appels Offre publiés	1 020 AO	-2,6% ▼
Montant Appels Offre publiés	1580 M€	+5,2% ▲
Salariés	23 324 sal.	-2,4% ▼
Intérimaires	2 518 ETP	-9,0% ▼
Dem. d'emplois	3 162 DEFM	-4,5% ▼

Hautes-Alpes

		Evol N-1
Autorisations logements	1 250 logts	-2,5% ▼
Mises en chantier logements	930 logts	-36,5% ▼
Mise en ventes de logements	300 logts	-33,0% ▼
Réservations de logements	260 logts	-18,6% ▼
Autorisations locaux	65 mill. m ²	-29,5% ▼
Mises en chantier locaux	61 mill. m ²	+18,3% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+4,4% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		-0,0% ►
BPE	112 770 m ³	+2,2% ▲
Nombre Appels Offre publiés	930 AO	-1,6% ▼
Montant Appels Offre publiés	1800 M€	+19,7% ▲
Salariés	3 997 sal.	+1,0% ▲
Intérimaires	841 ETP	-12,5% ▼
Dem. d'emplois	308 DEFM	-18,5% ▼

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1
Autorisations logements	10 000 logts	+13,2% ▲
Mises en chantier logements	7 930 logts	-9,0% ▼
Mise en ventes de logements	1 360 logts	-59,0% ▼
Réservations de logements	2 110 logts	-36,2% ▼
Autorisations locaux	941 mill. m ²	-14,0% ▼
Mises en chantier locaux	472 mill. m ²	-30,7% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+7,1% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		+6,2% ▲
BPE	1 073 170 m ³	-9,1% ▼
Nombre Appels Offre publiés	360 AO	+15,7% ▲
Montant Appels Offre publiés	370 M€	-12,3% ▼
Salariés	52 471 sal.	-0,6% ►
Intérimaires	6 107 ETP	-2,4% ▼
Dem. d'emplois	7 964 DEFM	-4,6% ▼

Vaucluse

		Evol N-1
Autorisations logements	2 100 logts	-41,6% ▼
Mises en chantier logements	2 560 logts	-13,5% ▼
Mise en ventes de logements	290 logts	-61,9% ▼
Réservations de logements	350 logts	-49,9% ▼
Autorisations locaux	489 mill. m ²	-16,7% ▼
Mises en chantier locaux	240 mill. m ²	-15,4% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-4,4% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-3,5% ▼
BPE	371 560 m ³	+3,4% ▲
Nombre Appels Offre publiés	530 AO	-18,3% ▼
Montant Appels Offre publiés	690 M€	+0,9% ►
Salariés	13 415 sal.	-3,9% ▼
Intérimaires	1 242 ETP	-2,5% ▼
Dem. d'emplois	2 020 DEFM	-5,2% ▼

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

-SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)	-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation	-VecteurPlus
-SDES, ECLN (données brutes)	-FNTP/INSEE	-ACOSS-URSSAF (données cvs)
	-Enquête FRTP/CERC	-DARES (données brutes)
	-UNICEM (données brutes)	-INSEE (données brutes)
		-Banque de France (données brutes)

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin août 2024
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin août 2024
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin juin 2024
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 2e trim. 2024 comparé au 2e trim. 2023 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 2e trim. 2024 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin août 2024
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin sept. 2024
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 2e trim. 2024
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin juin 2024
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 2e trim. 2024



Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC



CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@gmail.com
www.cerc-paca.fr

